جمعية طلبة شمال أفريقيا المسلمين

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS MUSULMANS
NORD-AFRICAINS EN FRANCE

115, boulevard Saint-Michel, Paris-5e

MAGHREB ÉTUDIANT

BULLETIN INTÉRIEUR

DEC. 1969

S O M M A I R E

Editorial..... 1
Activités du Comité Directeur..... 3
Quatre associations d'étudiants d'Afrique du Nord s'élèvent contre l'arrestation d'Ali Yata et de ses camarades..... 5
Pour le respect de la liberté d'expression et d'association au Maroc..... 6
L'UNEM solidaire avec Ali Yata et Chouaieb Errifi..... 7
Un document important sur la situation actuelle en Algérie. 8
Situation nouvelle en Tunisie..... 14
Solidarité avec les Sinistrés de Tunisie..... 16
La République Arabe Libyenne - Un renfort pour les forces progressistes arabes..... 17
Entière solidarité avec la lutte armée du peuple palestinien et des peuples arabes des territoires occupés..... 21
Où en est l'évolution actuelle de la situation actuelle au Vietnam ?..... 25
Dernières nouvelles..... 28
A propos du "Temps des Léopards"..... 29
Aux côtés de nos frères ouvriers..... 32
Manifeste culturel panafricain..... 37

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

EDITORIAL

Par la publication du présent numéro de "Maghreb Etudiant", le second depuis l'A. G. élective du 5 mars 1969, le Comité directeur informe les militants de notre association des activités qu'il a engagées, conformément à la charte de notre association et aux recommandations de la dernière A. G. élective de notre association.

Nous avons entrepris d'aménager les locaux de notre foyer. Ces améliorations étaient nécessaires ; elles ont touché en premier lieu, la salle à manger du restaurant. D'autre part, nous avons ouvert une salle de lecture et de détente, où beaucoup de journaux parus dans les pays arabes, de diverses opinions, sont à la disposition des militants.

Actuellement, nous sommes préoccupés par l'ouverture d'une bibliothèque où les militants pourraient trouver une documentation variée. Nous faisons appel à tous les militants pour nous faire des suggestions concernant la bibliothèque. Nous faisons aussi appel aux militants, pour nous faire part des difficultés qu'ils trouvent pour se loger.

En somme, si notre association se préoccupe des conditions de vie des étudiants maghrébins en France, c'est parce que nous estimons qu'un étudiant ne peut pas poursuivre ses études si certaines conditions élémentaires de vie ne lui sont pas assurées. L'étudiant maghrébin est en droit de réclamer que le restaurant "du foyer musulman" serve des repas équilibrés, dans un local décent. Notre association ne ménagera aucun effort pour défendre les intérêts des étudiants maghrébins en France.

Le Comité directeur a été saisi, à plusieurs reprises, par des demandes émanant de militants de basë de l'UGET exprimant leur désir de militer au sein de l'A.E.M.N.A. A ce propos, le Comité directeur tient à rappeler que l'AEMNA a toujours été ouverte à tous les étudiants maghrébins en France. Il est à noter aussi, que l'A.E.M.N.A. a toujours défendu et respecté le principe de libre adhésion à notre syndicat. On ne saurait, en aucune façon, exiger des syndiqués des conceptions politiques déterminées.

Nous attachons, ainsi, une importance particulière à la vie démocratique de notre association.

En somme, une organisation de syndicat étudiants qui défend les intérêts matériels et moraux de ses militants

et qui respecte les règles de la démocratie syndicale, joue pleinement son rôle. Mais toute déformation susceptible de détacher une grande masse des étudiants de leur syndicat, porterait le plus grand tort à l'organisation ; le syndicat serait vidé de toute substance.

D'autre part, le travail de l'A.E.M.N.A. se fait en tenant compte des organisations nationales, comme le précise nettement notre plateforme :

"L'A.E.M.N.A. organise son travail en tenant le plus grand compte de l'existence de l'U.N.E.A., de l'U.N.E.M. et de l'U.G.E.T., organisations avec + elle entretient les plus étroites relations possibles sur la base du programme adopté à son assemblée générale, tout en préservant sa personnalité, et son autonomie. L'A.E.M.N.A. n'est exclusive d'aucune organisation". + lesquelles

Notre association se tient résolument aux côtés des organisations nationales maghrébines, dans la lutte qu'elles mènent pour la sauvegarde de leur autonomie contre toutes les atteintes à la liberté syndicale. C'est pourquoi, nous assurons nos camarades de l'U.N.E.A. de notre solidarité dans la lutte qu'ils mènent contre les tentatives de caporalisation de l'U.N.E.A.

Forte du soutien de ses militants, l'A.E.M.N.A., comme par le passé, luttera aux côtés des organisations nationales pour leur autonomie, contre toute atteine à la liberté syndicale.

Pour ce faire, face aux menées des ennemis du progrès, seule l'union de toutes les forces vives permettra de sauvegarder les libertés syndicales et la liberté d'expression dans le Maghreb.

- Vive la Solidarité Maghrébine -

ACTIVITES DU C. D.

A la suite de la mort du grand révolutionnaire HO CHI MINH, une délégation de notre association est allée au Siège de délégation de la République Démocratique du Nord-Vietnam à Paris, manifester la grande émotion des étudiants maghrébins en France et s'incliner devant la dépouille du grand disparu. L'exemple de ce grand militant et son dévouement inlassable à la juste cause de son peuple, restera toujours présent à l'esprit des étudiants maghrébins.

SOLIDARITE AVEC LE MOUVEMENT ETUDIANT-

+ Notre délégué au XIIIe congrès de l'U.N.E.M. a manifesté une nouvelle fois, la solidarité de notre association avec la lutte que mènent nos camarades marocains pour la satisfaction de leurs revendications légitimes et avec la lutte de toutes les forces de gauche au Maroc.

+ Quant à notre délégation au congrès de la G.U.P.S., elle a insisté sur l'entière solidarité de l'A.E.M.N.A. avec la lutte armée du peuple palestinien, et sur la nécessité qui incombe à toutes les forces de gauche dans le monde arabe de soutenir la résistance palestinienne et d'expliquer à l'opinion démocratique internationale la justesse de la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes des territoires occupés.

+ L'A.E.M.N.A. a salué aussi les congrès de l'U.N.E.S. et de la G.U.S.Y. (Yemen) . Nos délégués ont exprimé la solidarité de notre association avec la lutte menée par les étudiants de Syrie et du Yemen, aux côtés des forces de gauche de leur pays pour la libération des territoires occupés et pour le progrès social, contre la réaction, le sionisme, et l'impérialisme.

DEBAT-

Dans le but d'ouvrir une série de débats entre les représentants des forces progressistes arabes et les étudiants maghrébins en France, notre association a commencé cette série de dialogues par un débat avec un représentant du Parti Baas d'Irak. Nous espérons organiser d'autres débats avec d'autres forces progressistes. Cela constituera une contribution au rapprochement entre tous ceux qui luttent :

- contre l'impérialisme, le sionisme la réaction
- pour la libération de la Palestine et des autres territoires arabes occupés
- et pour le progrès social.

+ A l'occasion de la fête de l'Aid, notre association a organisé, à l'intention des ouvriers et étudiants Nord-Africains en France, le 13 décembre 1969, une soirée au cours de laquelle une assistance nombreuse a dégusté le thé et les gâteaux offerts par notre association et apprécié les courts métrages nord Africains projetés au cours de cette soirée.

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

QUATRIEME ANNIVERSAIRE DE L'ENLEVEMENT DE BEN BARKA

A l'occasion du 4e anniversaire de l'enlèvement de Medhi Ben Barka, l'UNEM a organisé, le 29 octobre, à la maison du Maroc, un meeting au cours duquel notre délégué a rappelé le rôle joué par B. Barka dans la lutte de libération nationale du Maroc et dans la lutte anti-impérialiste dans le monde.

Notre camarade a rappelé aussi, la contribution de M. B. Barka dans la construction du Maghreb, il a dénoncé les atteintes portées contre la liberté d'expression et d'association au Maroc à la suite du scandaleux procès qui a interdit le P.L.S. et condamné Ali Yata et Chouaieb Errifi à des peines de prison.

Notre camarade a conclu :

"Seule, l'union de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes dans le Maghreb et dans le monde arabe, est capable de déjouer les manoeuvres de l'impérialisme et de la droite réactionnaire. Telle est à notre avis, la meilleure façon de venger Medhi Ben Barka"

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

QUATRE ASSOCIATIONS D'ETUDIANTS D'AFRIQUE DU NORD S'ELEVENT CONTRE L'ARRESTATION D'ALI YATA ET DE SES CAMARADES

././/././/././/././/./.

Le comité directeur de l'Association des Etudiants Musulmans Nord-Africains (A.E.M.N.A.), le bureau fédéral de l'Union Nationale des Etudiants Marocains en France, le comité desection de l'Union Nationale des Etudiants Algériens de Paris et les Etudiants Progressistes Tunisiens ont publié une déclaration commune au sujet des arrestations au Maroc de dirigeants du Parti de la Libération et du Socialisme. En voici le texte :

"A la suite de l'arrestation arbitraire des frères Ali Yata, Chouïab Errifi, Ismaïl El Alaoui, des étudiants maghrébins en France protestent énergiquement contre cette grave atteinte aux libertés démocratiques au Maroc.

Considèrent que cette mesure va à l'encontre des intérêts des masses populaires dans le Maghreb et rejoint la réaction et l'impérialisme.

S'indignent devant l'arrestation de ces démocrates qui ont lutté courageusement à nos côtés pour la libération du Maghreb qui continuent à lutter pour l'achèvement de l'indépendance nationale, et qui oeuvrent pour un Maghreb uni, démocratique et anti-impérialiste.

Exigent la libération immédiate des frères Ali Yata, Chouïab Errifi, Ismaïl El Alaoui et de tous les détenus politiques, la cessation de toutes poursuites contre les démocrates et le respect des libertés démocratiques fondamentales".

Une délégation conduite par le président de l'A.E.M.N.A. a remis cette déclaration à l'ambassade du Maroc.

- POUR LE RESPECT DE LA LIBERTE D'EXPRESSION
ET D'ASSOCIATION AU MAROC -

- POUR LA LIBERATION DE ALI YATA ET CHOUAIEB ERRIFI -

A la suite de la condamnation de Ali Yata et Chouaieb Errifi à des peines respectives de 10 mois et de 8 mois de prison, et de l'interdiction du P. L. S., les etudiants maghrébins en France s'élèvent contre ces atteintes portées à la liberté d'expression et d'association proclamées officiellement au Maroc.

Ces mesures d'intimidation, prises à l'encontre de patriotes connus pour leur dévouement à la cause de leur pays, vont à l'encontre des intérêts des masses populaires au Maroc et donnent satisfaction aux forces réactionnaires et à l'impérialisme.

D'autre part, nous venons d'apprendre que la Cour d'appel de Rabat à rejeté, le 7 décembre 1969, la demande de mise en liberté provisoire présentée par Ali Yata et Chouaieb Errifi.

Cette décision est contraire au code de procédure pénale marocain puisqu'elle intervient à un moment où Ali Yata, gravement malade, voit son état aggravé par les conditions de détention qui lui sont imposées.

La cour d'appel de Rabat doit à nouveau statuer le 22 décembre prochain sur la condamnation qui a frappé Ali Yata et Chouaieb Errifi, ainsi que sur l'interdiction du P. L. S. prononcée par le tribunal de Rabat. A cette occasion, les étudiants maghrébins en France réclament l'annulation des mesures arbitraires prises par le tribunal de Rabat, et la libération immédiate de Ali Yata et Chouaieb Errifi.

L'U.N.E.M. SOLIDAIRE
AVEC ALI YATA ET CHOUAIEB ERRIFI

==========

Communiqué du Comité Exécutif de l'U.N.E.M.

"Le 13e Congrès de l'U.N.E.M. qui a défini le caractère répressif du pouvoir et de la politique qu'il mène contre les forces progressistes, considère que tout acte dirigé contre un militant progressiste et patriote est une atteinte grave aux libertés des masses laborieuses et à leurs principes, ainsi qu'à nos claires options fondamentales. Il constate que les forces progressistes ont un même objectif et, en conséquence, que nos luttes fondées sur nos principes nous imposent une lutte unie sur la base d'une ligne claire et juste dans la bataille actuelle.

Les masses étudiantes et populaires du Maroc qui ont engagé un dur combat pour la démocratie et les libertés publiques, au prix de lourds sacrifices ne resteront pas les bras croisés devant ces abus.

L'U.N.E.M. tout en dénonçant la répression qui s'abat sur les progressistes de même que les saisies et la censure policière qui frappent la presse progressiste et nationale, constate que la répression qui s'est installée depuis de longues années au Maroc prend une tournure grave, aux conséquences néfastes pour la situation politique à venir.

En conséquence, l'U.N.E.M. appelle toutes les forces progressistes et nationales au Maroc comme dans le monde à condamner le drame que vit la démocratie dans notre pays. Elle demande la libération des camarades ALI YATA et Mohamed Chouaib RIFI et de tous les prisonniers politiques ainsi que la levée des saisies qui frappent la presse progressiste.

Rabat le 30 août 1969 "

UN DOCUMENT IMPORTANT SUR LA SITUATION ACTUELLE EN ALGERIE ET SUR CELLE DU MOUVEMENT ETUDIANT ALGERIEN = UNE DECLARATION DU COMITE EXECUTIF DE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS ALGERIENS A PROPOS DU DISCOURS DU PRESIDENT DU CONSEIL ALGERIEN.

Le 10 novembre 1969, le Président Bounédienne s'est adressé aux étudiants et a traité de nombreux problèmes les concernant. C'est un acte qui peut être -si certaines conditions sont remplies- le prélude à un dialogue fructueux et constructif.

Les étudiants regrettent cependant que leurs représentants démocratiquement élus, n'aient pu prendre la parole de manière à exprimer aussi l'avis des étudiants.

LES ETUDIANTS NE SONT PAS DES PRIVILEGIES : ILS SE SOUCIENT DE LEURS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL EN MEME TEMPS QUE DE L'AVENIR DE L'UNIVERSITE.

Il est devenu de notoriété publique que les conditions de vie et d'études de ces étudiants se dégradent de plus en plus. Les logements manquent, la construction de 320 chambres ne constitue qu'un palliatif. Les étudiants s'entassent dans des locaux et amphis largement insuffisants. Les réalisations telles que la transformation du "Capri" en amphi ne peuvent être des solutions correctes. Les bibliothèques sont rares, les livres chers et introuvables, les salles de travail impossibles à ouvrir faute de locaux, les centres de polycopie inexistants, etc...

Le système d'enseignement rétrograde et inadapté est toujours en vigueur. Les échecs aux examens sont courants. l'encadrement en professeurs et assistants est loin de correspondre aux besoins normaux et est qualitativement faible.

Le coût de la vie a augmenté et a eu des répercussions sur les étudiants. C'est pourquoi les étudiants demandent la réévaluation du taux de bourse qui n'a pas changé depuis 1962 alors que les frais de logement, des libres et d'habillement ont considérablement augmenté. Au lieu de réduire du tiers le taux du 4e terme, le Ministère de l'Education Nationale doit non seulement rétablir la différence pour le 4e terme, mais payer rapidement la bourse du 1er terme pour permettre aux étudiants de continuer l'année universitaire dans de meilleures conditions.

Les étudiants et leur organisation ont depuis longtemps attiré l'attention sur ces problèmes brûlants et fait des propositions allant dans le sens de la résolution de ces problèmes. Ils ont été parmi ceux qui, par leurs propositions -

constructives, leur refus de cacher la réalité, défendaient véritablement l'intérêt de l'université et par là même du pays. Malgré cela, les solutions tardaient, et d'année en année les difficultés s'amoncelaient. Imagine-t-on la gravité des problèmes qui se poseront en 1973 et l'importance des moyens à mettre en oeuvre pour les résoudre alors que le nombre d'étudiants aura atteint 25 000 ?

C'est pourquoi les étudiants et leur organisation, avec la même franchise et le même souci d'intérêt national et de l'Université qui les ont toujours caractérisés, estiment que la meilleure manière d'aborder ces problèmes, c'est de prendre des mesures concrètes et de les appliquer réellement ; les promesses de réalisation ne suffisent plus.

La réforme démocratique de l'enseignement promise depuis longtemps est devenue nécessité pour tout le monde, et tarde à être appliquée. L'installation de la Commission Nationale, qui devait se faire en 1968, a été une première fois reportée à Septembre 1969. Elle est une nouvelle fois reportée au début de l'année 1970. Ce report d'année en année ne fait qu'aggraver la situation de l'Université et compromettre sérieusement le développement économique. Les étudiants étaient donc en droit d'entendre confirmer leur participation à la Commission Nationale de Réforme et sa réunion dans les plus brefs délais.

Ils étaient également en droit d'avoir des informations sur le Service National et de voir annoncer leur participation aux commissions d'appel, de sursis et d'affectation, participation qui s'avère de plus en plus nécessaire dans l'intérêt du pays et des étudiants.

Ils étaient en droit d'attendre l'annonce de leur participation à la commission nationale des bourses, à la cogestion démocratique des Universités et des oeuvres universitaires.

Ils attendaient l'annonce de mesures leur permettant d'avoir un droit de regard sur l'utilisation du budget de l'Education Nationale, car les problèmes aigus de l'Université prouvent que ce budget est soit mal utilisé, soit insuffisant. Ils attendaient et attendent encore que l'on se penche sérieusement sur leurs difficultés et qu'on les résolve. Dans cet esprit, ils sont au regret de constater qu'on les considère comme des "privilégiés". Pourtant, les véritables privilégiés ceux qui le sont aux dépens des ouvriers des villes et des campagnes, des djounouds, des fellahs pauvres, des masses déshéritées, sont faciles à déterminer. Il n'y a qu'à regarder du côté de cette pléïade d'affairistes de tout bord, de ces nouveaux et anciens bourgeois propriétaires d'usines, de gros commerce, etc..., de ces féodaux qui ont fait échec jusque là à la réalisation de la réforme agraire, de tous ces hauts bureaucrates qui gaspillent ou volent l'argent du peuple sans contrôle.

Ceci dit, les étudiants ne sous-estiment pas les difficultés objectives qui freinent ou rendent difficiles la réso-

lution de leurs problèmes. Mieux, ils connaissent et apprécient à leur juste valeur ces difficultés, car ils ont étudié les problèmes pour pouvoir contribuer eux aussi, avec esprit constructif et réaliste, à leur approche et leur solution. D'ailleurs, l'estime et la sympathie dont ils sont l'objet de la part de larges couches populaires, des forces démocratiques et progressistes, des personnalités soucieuses de l'intérêt de l'Université et du Pays, témoignent de leur esprit constructif et responsable.

Les Etudiants auraient contribué davantage et mieux à la solution des problèmes posés, si les entraves et les freins n'étaient dressés contre leur organisation : l'UNEA.

LES ETUDIANTS SONT ORGANISES ET DEMANDENT QUE SOIT MIS FIN AUX ENTRAVES APPORTEES AU LIBRE DEPLOIEMENT DES ACTIVITES DE LEUR ORGANISATION : L'U.N.E.A.

Les étudiants luttent depuis plusieurs années pour que soit engagé le processus démocratique de normalisation de la vie de leur organisation : l'UNEA, afin de déployer en grand leur enthousiasme et leurs activités créatrices au service de l'édification du pays. Ils ont proposé et le Comité Exécutif de l'UNEA a renouvelé un appel dans ce sens le 6 novembre 1969 les discussions bilatérales et les confrontations démocratiques sur les modalités de convocation et de réunion d'une Conférence Nationale, étape vers la tenue du 7e Congrès de l'UNEA. Ils savent, et tous les anti-impérialistes le savent avec eux, que l'UNEA est une organisation qui a toujours inscrit son action dans le cadre de l'orientation progressiste du pays. Les étudiants se sont organisés à tous les niveaux, dans toutes les unités universitaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, pour consolider l'UNEA et la renforcer. Ils ont démocratiquement élu des responsables pour que l'UNEA contribue encore plus efficacement aux efforts de tout notre peuple contre l'impérialisme, le néo-colonialisme, le progrès social et la démocratie. Il est impossible de nier que l'UNEA est aujourd'hui dans le pays, une organisation vivante et enracinée parmi la masse des étudiants. Mais cette consolidation et ce renforcement inquiètent -à juste titre- les forces pro-impérialistes et réactionnaires qui tentent constamment de la caporaliser.

Les étudiants sont décidés à mettre en échec ces tentatives, en sauvegardant ce qui a fait la vitalité, la force et le rôle positif de leur organisation.

L'UNEA, c'est d'abord et avant tout l'organisation des étudiants. Cela veut dire qu'il appartient aux étudiants et à eux seuls, dans le cadre de l'orientation progressiste du pays, de fixer son orientation, ses statuts, son programme, d'élire démocratiquement leurs responsables quelles que soient les opinions de ces derniers, qu'ils soient du FLN ou non, pourvu qu'ils respectent cette orientation, ces statuts et ce programme.

L'UNEA, c'est aussi et en même temps une partie intégrante de l'ensemble des forces anti-impérialistes et progressistes. Dans ce cadre, elle estime devoir créer, maintenir ou renforcer des relations solides de coopération et de solidarité avec toutes les forces et organisations nationales en toute autonomie. Car seuls cette autonomie et un fonctionnement démocratique permettent un engagement réel et conscient du plus grand nombre d'étudiants, derrière les mots d'ordre anti-impérialistes et d'édification.

L'UNEA, qui s'honore de compter dans ses rangs un grand nombre de militants d'avant - garde, n'est pas une organisation politique hostile ou inféodée au FLN ou à toute autre organisation politique. Elle tient à souligner qu'elle est une organisation de masse ouverte à tous les étudiants algériens, sans exiger d'eux aucune étiquette, dans le cadre de l'orientation progressiste et anti-impérialiste du pays. A ce titre, il est vital pour elle de sauvegarder et consolider son autonomie et ses principes de mobilisation démocratique.

On demande à l'UNEA de prendre position vis à vis du pouvoir. Elle ne peut se borner à être l'instrument inconditionnel d'un pouvoir isolé en permanence attentive à l'orientation du pouvoir soutenant tout ce qui est positif et non ce qui est négatif.

Il n'y a que les réactionnaires et les forces caporalisatrices qui accusent l'UNEA d'être une organisation anti-pouvoir. Ces réactionnaires-genre "Frères Musulmans"- sont malheureusement pour la plupart camouflés dans le FLN et c'est le dernier de leurs soucis d'oeuvrer au sein des étudiants pour soutenir les mesures positives du pouvoir. Leur activité est avant tout tournée vers l'utilisation de "l'appareil" dans leurs seuls intérêts égoïstes et pour saboter le dialogue fructueux que recherchent les étudiants. La réalité se charge d'ailleurs, y compris dans la dernière période de démentir la propagande intéressée ; car dans les faits, pendant qu'ils étalaient leur inertie et leur coupure avec les étudiants, l'UNEA n'a-t-elle pas organisé une campagne de solidarité avec les sinistrés qui a touché la masse des étudiants ? N'a-t-elle pas organisé un meeting de solidarité avec le peuple palestinien, notamment lors de l'agression de l'armée libanaise ? N'a-t-elle pas appelé souvent l'UGTA, la JFLN et le FLN à l'organisation commune et unitaire de manifestations anti-impérialistes ? N'a-t-elle pas appelé les étudiants massivement à la mobilisation de l'été 1967 ? N'a-t-elle pas popularisé le service national auprès des étudiants tout en appelant à lui donner un meilleur contenu et à éviter certaines erreurs dans son application, alors que les rumeurs diverses, les interprétations des décisions arbitraires visaient objectivement à amener les étudiants à une attitude négative vis-à-vis de ce service ? N'a-t-elle pas entrepris l'approche et l'étude de la nécessaire réforme de l'enseignement dont tout le monde reconnait aujourd'hui le caractère impératif sur le développement économique ?

D'autre part, on exige de l'UNEA qu'elle se prononce sur l'unicité ou la multiplicité des partis dans la vie politique du pays. Posée de cette façon, cette question est une diversion quant aux problèmes réels qui se posent aux étudiants. L'essentiel, en ce qui concerne l'UNEA est que, avec un parti unique ou avec plusieurs partis, toutes les forces progressistes ou anti-impérialistes, aussi bien en son sein qu'à l'échelle du pays, opposent un front commun à l'impérialisme ou à la réaction. L'UNEA dit cela parce qu'elle est consciente du danger que présente la réaction qui, dans le mouvement étudiant, comme ailleurs, voudrait faire le lit du néo-colonialisme et de la CIA qui veulent se venger en Algérie de leurs échecs en Libye et au Soudan.

Ceci dit, les étudiants ne sont pas à priori opposés à ce que le FLN joue un rôle au sein de l'Université, par l'intermédiaire de ses militants étudiants, qui pour cela doivent expliquer et convaincre les étudiants de la justesse de leur point de vue et de la sincérité de leur engagement progressiste, dans le cadre des respects des statuts, des principes de fonctionnement et de l'orientation de l'UNEA. Ils pourront être élus, pour peu qu'ils aient la confiance des étudiants.

De même, l'UNEA a toujours montré qu'elle prenait en considération l'existence du FLN en tant qu'appareil officiel lié au pouvoir et la nécessité d'une coopération et d'une unité d'action mutuelle pour les objectifs nationaux communs. En fait, une coopération confiante et fructueuse ne peut être basée que sur le respect des méthodes démocratiques et de l'autonomie de l'UNEA.

Il est justement regrettable que des éléments se réclamant du FLN soient allés jusqu'à utiliser des méthodes de caractère fasciste pour provoquer les responsables de l'UNEA. Il est clair que les étudiants ne peuvent donner leur appui à de telles manières d'agir et qu'ils combattront fermement ces méthodes, comme ils l'ont fait par le passé.

POUR UN DIALOGUE VERITABLE

Parce qu'ils sont animés d'un esprit responsable et unitaire, parce qu'ils sont soucieux de l'intérêt de l'Université et du pays, parce qu'ils ont banni le corporatisme pour se placer résolument aux côtés des masses laborieuses dans leur lutte pour le progrès social, la démocratie, contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, les étudiants souhaitent que s'instaure au plus vite un dialogue véritable. Pour être fructueux et constructif, ce dialogue doit aboutir à de justes solutions aux problèmes qui les préoccupent et qui déterminent pour une bonne part le développement indépendant du pays. Il est évident que certaines mesures unilatérales, ou envisagées, concernant l'organisation des étudiants ne facilitent pas la

solution des problèmes. Les étudiants sont cependant décidés à oeuvrer de tous leurs efforts pour résoudre ces problèmes. Ils savent que leurs luttes contribueront grandement à en créer les conditions favorables. Ils les mèneront fermement, avec résolution et sans aventurisme. Mais il ne dépend pas uniquement des étudiants que ces conditions soient créées.

Parmi ces conditions, la libération totale de nos camarades Djelloul Nacour et Djamal Labidi, mis en résidence surveillée depuis le 6 novembre, facilitera grandement l'établissement de ce dialogue ; et cela d'autant plus que cette mesure d'assignation à résidence est présentée comme un service civil, alors qu'il est de notoriété publique que notre camarade Djelloul Naccur, vice président de notre Union a participé activement à la lutte de libération nationale dans le FLN et que notre camarade Djamel Labidi n'a pas terminé ses études ; alors que la contribution la plus importante à l'intérêt national est celle qu'ils fourniraient en rendant compte de l'activité du Comité Exécutif à tous les étudiants, aidant ainsi à créer les meilleures conditions pour la normalisation souhaitée par tous les patriotes et progressistes sincères.

Le Président Boumédienne a déclaré le débat ouvert. Les étudiants souhaitent et oeuvreront pour que ce ne soit pas là une promesse de plus. Pour sa part, le Comité Exécutif de l'UNEA accueille cela comme une porte ouverte aux confrontations démocratiques. Il appelle dans ce sens les étudiants, les Sections de l'UNEA à agir de manière ferme et constructive pour le renforcement des rangs de l'union, pour la satisfaction de nos revendications légitimes et pour la normalisation de l'UNEA. Il appelle également toutes les forces progressistes à exprimer sous diverses formes leur solidarité et leur soutien à la lutte des étudiants.

A BAS L'IMPERIALISME ET LA REACTION . VIVE LA DEMOCRATIE .
VIVE L'UNEA .

Alger le 12 novembre 1969

Le Comité Exécutif
de l'UNEA

SITUATION NOUVELLE EN TUNISIE

Ce qui vient de se passer en Tunisie, après ce mois de septembre 1969, ne peut laisser aucun étudiant progressiste maghrébin indifférent. Le remaniement ministériel et l'élimination de Ahmed Ben SALAH de la scène politique -s'ils n'ont pas le caractère spectaculaire d'un coup d'état- n'ont pas moins une grande portée quant à l'orientation future de la politique tunisienne.

La politique de planification, de collectivisation, et de réformes de structures menée depuis 1961, était tolérée tant qu'on voyait en elle une solution aux exigences économiques impératives d'un pays dont les richesses ne sont pas grandes et dont le problème numéro un est celui de la terre. Cette politique s'imposait d'autant plus au régime qu'il a pratiqué auparavant, une politique de libéralisme économique qui, par la carence de la bourgeoisie tunisienne, a connu un échec certain.

Cette bourgeoisie, incapable de promouvoir un véritable développement économique du pays, se croit aujourd'hui mieux armée pour le faire.

Car l'intervention de l'Etat a permis -quoi qu'en disent aujourd'hui les responsables tunisiens- la création d'un secteur d'Etat, elle a mis de l'ordre dans le secteur commercial et dans le secteur tertiaire en général, elle a surtout permis le regroupement de terres récupérées sur la colonisation ou sur la nature et les coutumes, ces terres tant convoitées par les spéculateurs et ceux qui ont les moyens de s'enrichir beaucoup plus. C'est sur cette base économique nouvellement créée -et qui manquait hier à la bourgeoisie tunisienne- que les possédants, anciens et nouveaux, veulent ajourd'hui construire l'édifice d'une société libérale capitaliste.

Bien entendu, la politique de réformes de structures était menée dans le cadre du régime destourien, ce régime dont l'orientation fondamentale est loin de vouloir la satisfaction des aspirations profondes des masses mopulaires. La politique de planification s'est , en outre, appuyée surles aspects les plus coercitifs et les plus autoritaires de l'appareil du parti au pouvoir.

Mais ne nous trompons pas. Si les couches possédantes et tous les privilégiés du régime ont écarté Ben Salah, ce n'est certes pas, pour effacer les aspects négatifs qui ont caractérisé la politique menée par lui, s'ils l'ont fait, ce n'est pas non plus pour marquer leurs sollicitations aux problèmes et aux conditions de vie des masses laborieuses. En vérité, s'ils ont éliminé Ahmed Ben Salah, c'est essentiellement parce qu'il représentait un courant réformiste qui n'est pas pour la libre entreprise et dont les intérêts ne coïncident pas, sur tous les points, avec ceux des couches les plus rétrogrades de la société tunisienne ; c'est aussi pour les idées qu'il symbolisait.

Bien sûr, ces idées ne menacent pas aujourd'hui la grande propriété terrienne ; mais en tenant compte de la dynamique sociale et de l'éveil des masses populaires à la conscience politique, ces idées peuvent devenir un sérieux obstacle devant certains intérêts. Les gros possédants et les tenants de l'entreprise privée veulent bien d'un "socialisme" qui met de l'ordre dans l'économie tunisienne, dans leur profit bien sûr, mais ils ne veulent pas d'un socialisme, ou plutôt, de certianes mesures gouvernementales qui touchent les intérêts sacro-saints de la propriété privée.

Or, les mesures prises par le gouvernement depuis janvier 1969, si elles ne mettent pas en cause le principe même de la propriété privée, empêchent en fait les gros propriétaires fonciers de jouir comme ils le veulent des richesses créées par les autres et de gaspiller les profits qu'ils ramassaient dans des dépenses de luxe. Le pouvoir des gros possédants était ainsi limité par les mesures gouvernementales d'après janvier 1969, ce qui les forçait à participer au développement économique national en orientant leur épargne vers des secteurs productifs.

Cette situation a rencontré d'abord une sourde opposition de la part de la droite réactionnaire. Puis cette opposition s'est déclarée ouvertement après septembre 1969 et a abouti à l'élimination de Ben Salah et à la dénonciation - à l'échelle nationale de sa politique.

Mais, bien avant septembre 1969, les couches sociales et politiques les plus rétrogrades ont multiplié les complots politiques (l'affaire Belkhodja) et les sabotages écono-

miques afin d'empêcher l'expérience gouvernementale impulsée par A. Ben SALAH de déboucher sur une politique nouvelle avec la pression des masses populaires et dans des conditions plus favorables pourrait tourner le dos au capitalisme.

Bien sûr, tout cela ne doit pas nous faire oublier les inconséquences du réformisme, ni ses illusions et ses préventions contre les idées du socialisme scientifique. Car l'erreur la plus grave du réformisme c'était de croire qu'on pourrait mener une politique progressiste en s'attaquant aux forces progressistes dans le pays, mener une politique objectivement au profit du développement du pays et au profit des masses donc, appliquée d'une façon autoritaire contre les masses, en un mot une politique "socialiste" en collaborant avec les couches sociales de droite et en sollicitant l'aide des Américains.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, non plus, c'est que le réformisme ou le bensalisme -comme on l'appelle aujourd'hui- ne constituait pas le facteur principal de l'orientation politique. Le bensalisme s'inscrivait en effet, dans une politique globale dont l'orientation est ouvertement de droite. Il n'est donc pas surprenant de voir le bensalisme échouer, d'autant plus que l'adhésion populaire lui a manqué. Mais il faut dire aussi que l'échec de la politique de Ben Salah -dénoncé hypocritement par la droite- est dû en grande partie à cette même droite réactionnaire. Aujourd'hui, l'objectif poursuivi par cette droite, après ses premiers succès contre le courant réformiste, c'est d'éliminer les idées mêmes de ce courant et le potentiel de forces qu'il représentait. Elle utilise pour arriver à ses fins, des conditions favorables, puisque les conditions de vie des masses populaires et des couches déshéritées sont demeurées inchangées sous la politique de planification. Pour dévoyer le mécontentement populaire et le mouvement des couches avancées de la société tunisienne et les orienter contre les idées de planification, de collectivisation et de réformes, la droite ne craint pas de prendre des mesures justes telles l'augmentation des salaires des ouvriers agricoles et la baisse de certains prix intervenues depuis octobre 1969. Ces mesures sont justes, car elles auraient dû être prises depuis longtemps, compte tenu du niveau de vie et du sort de certaines couches défavorisées de la population, mais elles sont démagogiques. En fait elles ne sont pas prises pour améliorer le sort des ouvriers agricoles -d'ailleurs nombreuses sont les couches sociales qui revendiquent et attendent l'amélioration de leur sort- mais elles sont surtout prises pour désigner un seul responsable de tous les maux dont souffre la Tunisie, c'est-à-dire le réformisme et la politique d'intervention de l'Etat. Ce jeu de la droite peut paraître grossier pour certains, et peut paraître subtil pour d'autres, mais l'essentiel c'est d'en tenir compte.

Devant une situation aussi complexe qui caractérise la Tunisie, toute analyse schématique ne tenant pas compte de la réalité des classes et de leurs contradictions, contradictions qui existent au sein même du régime destourien, non seulement ne nous aide pas à voir clair et à ouvrir des perspectives concrètes devant le développement du mouvement populaire, mais elle peut conduire à rencontrer objectivement les objectifs de la droite. Ces objectifs ne visent pas que les idées de Ben Salah, ils visent toute alternative -autre que celle de l'entreprise privée et de la voie capitaliste- qui peut éveiller la conscience des masses populaires et leur montrer que la voie capitaliste n'est pas fatale en Tunisie.

Toute analyse qui sacrifie la situation concrète à des mots d'ordre gratuits et faciles, tels par exemple "Ils sont tous des bourgeois" n'aide pas les masses populaires -dans une situation dont le rapport des forces n'est pas favorable à elles- à rapprocher le jour de la victoire, qui passe nécessairement par l'isolement des couches sociales et politiques les plus réactionnaires.

Les froces progressistes en Tunisie sont conscientes que tout affaiblissement du courant réformiste dans le pays signifie un renforcement de la droite ; cela signifie aussi des difficultés économiques nouvelles et de nouveaux sacrifices supportés par les masses populaires. Mais l'équipe au pouvoir -qui vient de connaître une des crises politiques des plus profondes depuis l'indépendance de la Tunisie- affrontera les difficultés économiques de plus en plus divisée, malgré l'unanimité actuelle contre Ben Salah. Or, l'élimination de Ben Salah ne constitue pas, loin de là, une solution aux problèmes qui se posent au pays.

Face au renforcement provisoire mais certain de la droite réactionnaire en Tunisie, et face aux visées impérialistes sur le pays, les tâches des forces progressistes sont claires :

- s'unir pour favoriser la création d'un mouvement de masse le plus large capable d'arrêter l'offensive de la droite réactionnaire qui, pour mieux atteindre ses objectifs, cherche à tromper les masses populaires en les gagnant à ses idées et en les détournant des idées réformistes. Ces idées sont loin de constituer une doctrine cohérente ou de renvoyer à une voie avancée de développement, mais, dans l'étape historique actuelle de la Tunisie, elles disputaient aux idées d'entreprise privée et de capitalisme intégral le terrain laissé libre par le parti unique au pouvoir.
- s'unir pour réhabiliter les idées de planification de collectivisation et de réformes défigurées, il est vrai, par les illusions réformistes mais défigurées aussi par la faute et le sabotage des forces de droite, ce qu'il ne faut pas oublier.

Cette réhabilitation constitue le plus court chemin qui mène au socialisme.

SOLIDARITE AVEC LES SINISTRES DE TUNISIE

A la suite des inondations survenues en Tunisie et les dégats très lourds qui ont touché la majeure partie de la population tunisienne, notre association a lancé une collecte et a organisé, le 12 novembre 1969, une soirée cinématographique au profit des sinistrés. Nous avons remis au Consulat Général de Tunisie à Paris le produit de la collecte et de la soirée qui s'élève en tout à 2 000 F.

D'autre part, nous avons remis au Consulat Général des habits, des échantillons de lait et de médicaments offerts par des militants de l'A.E.M.N.A., étudiants en Médecine.

CONSULAT GENERAL DE TUNISIE
PARIS

Le 13 Novembre 1969

Le Consul Général

Monsieur le Président
de l'A.E.M.N.A.
115, Bd St Michel
Paris 5ème

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la somme de : DEUX MILLE FRANCS (2.000frs) que vous avez bien voulu nous adresser pour les Sinistrés de Tunisie.

J'ai été très sensible au geste de solidarité que vous avez ainsi manifesté en faveur de nos compatriotes et vous en remercie vivement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

A. BEN AMOR

LA REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE...
UN RENFORT POUR LES FORCES PROGRESSISTES ARABES.

A la suite du renversement de la monarchie, le ler septembre 1969, la jeune République Arabe Libyenne est née.

Le renversement de cette monarchie rétrograde, s'est effectué sans effusion de sang, pas d'opposition intérieure ni d'intervention extérieure.

Dès les premiers jours, le nouveau régime, accueilli avec enthousiasme par les masses est reconnu, non seulement par les pays arabes et les pays socialistes, mais aussi par les Etats Impérialistes qui ont de grands intérêts dans ce pays et à laur tête l'Impérialisme Américain et Britanique. Ces derniers, ainsi que les dirigeants sionistes d'Israel, n'ont cessé pourtant d'exprimer leur inquiétude. En effet, le morceau est de taille et ils ont de la peine à l'avaler ; Ils venaient de perdre un de leurs tout derniers bastians dans le monde arabe. Si d'aucuns feignent la surprise (comme le journal "Le Monde"), c'est simplement pour cacher l'ampleur de leur échec (1). Leur politique, qui a consisté, par l'intermédiaire de la réaction interne et par l'entretien de bases militaires, à réprimer le mouvement arabe de libération, n'est pas arrivé à sa fin.

C'est ainsi que le roi Idris, chef de la secte religieuse des Senoussis avait eu dès l'indépendance acquise, pour premier geste d'interdire les partis politiques, et de signer des traités accordant, contre des subsides, des bases militaires à la Grande-Bretagne (1953) et aux Etats Unis (1954). La base de Wheelus Field, près de Tripoli, qui servait d'escale aux appareils munis d'engins nucléaires, est la plus importante base installée par les Etats Unis hors de leur territoire. Elle constitue l'un des principaux piliers du dispositif militaire américain en Méditerranée orientale : des pilotes de la R.F.A. y étaient entrainés, et il est plus que probable que, sous l'uniforme allemand ou américain, des Israeliens s'y soient préparés aux agressions contre les pays arabes voisins (1956 et juin 1967). Outre le privilège d'extra-territorialité, cette ville artificielle de 15 000 hommes, abrite une station de radio qui émet en langue arabe et même une campagne d'intoxication impérialiste.

Bien que les partis soient interdits, les syndicats, comme l'Union Nationale des Etudiants (2) jouent un rôle important. Les forces patriotiques avaient mené de grandes luttes,

sauvagement réprimées par la police du roi dont les effectifs sont, de loin, plus importants que ceux de l'armée, et dispose de matériel blindé et volant : 1956, janvier 1964, janvier - mars 1965, juin 1967. A cette dernière date, les ouvriers et étudiants organisèrent une manifestation contre les impérialistes Américains et Britaniques alliés des Sionistes ; des milliers de personnes assiègèrent leurs bases, aussi, par solidarité aux peuples frères agressés, les ouvriers arrêtèrent l'acheminement du pétrole. Le régime lança sa police, les manifestations furent dispersées par les armes, et une vague de répression et d'arrestations fut entreprise ; elle toucha ouvriers, paysans, étudiants et membres des professions libérales. De nombreux patriotes libyens ne furent arrachés de leur prison que par le nouveau régime.

Cette politique de l'ancien régime, foncièrement hostile au mouvement de libération arabe en général, et palestinien en particulier, son inféodation à l'impérialisme anglo-saxon ennemi des peuples, sa nature répressive et rétrograde, l'ont isolé du peuple libyen. L'appui populaire massif recueilli par le nouveau régime, le ralliement des personnalités de l'ancien régime, tout celà, joint au contexte international et régional actuel, a mis dans l'impossibilité les impérialistes les plus agressifs, d'intervenir sous la caution du roi (3).

Ils n'ont pas, pour autant désarmé, ils continueront de comploter contre le peuple libyen pour sauver leurs intérêts dans ce pays "fabuleusement riche"en pétrole.

En effet, la libye, avec 4 milliards de tonnes, détient 7,1 % des réserves pétrolières mondiales. Commencée en 1961, sa production a atteint en 1968, 125 000 000 de tonnes ce qui la classe au 7e rang dans le monde. Ce pétrole est produit, dans sa presque totalité, par des compagnies américaines. Sur les 38 sociétés exploitantes, 24 sont américaines, 6 ouest-allemandes, 3 françaises, 2 italiennes, 1 britanique, 1 anglo-hollandaise et 1 espagnole. Ce pétrole leur rapporte près d'un milliard de dollars par an. Signalons aussi que les capitaux américains investis en Libye sont les plus élevés en Afrique après ceux investis en République Sud Africaine, et se sont élevés en 1966 à 424 millions de dollars.

On comprend par là que les intérêts économiques des Impérialistes, et à leur tête les Impérialistes américains, sont encore plus importants que leurs intérêts stratégiques, bien que les deux soient étroitement liés. C'est ainsi, par exemple, que la production libyenne a été accélérée après la fermeture du Canal de Suez, et aussi pour tenter d'enrayer les pressions du gouvernement irakien sur les compagnies pétrolières. Il est certain, aussi, qu'en compensation de ces énormes investissements -et pour les garantir en quelque sorte- qu'il y

a eu aliénation de la souveraineté du peuple libyen et de ses aspirations. Or, à une époque de décolonisation et de libération des peuples, il apparaît de plus en plus clairement que seule l'indépendance économique, est le véritable garant d'une indépendance réelle. Ce développement industriel ne se fera véritablement et pleinement que grâce à l'implantation d'une industrie pétrolière et pétrochimique florissante qui assurerait la transformation du pétrole à la source même.

Dès le départ, le nouveau régime a précisé son orientation et ses objectifs progressistes et anti impérialistes sans équivoque aucune. Il s'est placé au milieu des régimes arabes les plus avancés . Les premières délégations arabes reçues sont une délégation soudanaise et une délégation égyptienne (4).

D'autre part, Mahmoud El Maghrabi, président du gouvernement devait préciser qu'il s'agissait de réaliser "les espoirs des masses par l'édification d'un régime démocratique, populaire, moderne qui mènera le pays au développement économique, social et culturel". Il déclare aussi, dans un esprit de responsabilité et de réalisme : "Le gouvernement libyen poursuivra une p litique claire, objective et constructive, basée sur l'intérêt général du pays et non une politique d'improvisation, de démagogie et de slogans incendiaires qui ne servaient pas la cause arabe", mais aussi de développer "les liens d'amitié et de coopération avec tous les pays arabes" et en particulier la Palestine : "La Palestine est notre pays et nous voulons sa libération. Un grand malheur a été infligé au peuple arabe et personne ne semble bien mesurer l'injustice qui a été commise envers une population d'un million et demi de personnes mises à la porte de chez elles".

Cette orientation progressiste se concrétise de jour en jour et s'inscrit de plus en plus dans les faits : le salaire minimum vital a été doublé, les biens du roi ont été mis sous séquestre, les projets de prestige arrêtés. Une orientation qui prévoit la révision des accords pétroliers, et un contrôle plus strict été confirmée. La nationalisation des banques étrangères; l'annulation d'une importante commande d'armement britanique, après s'être rendu compte que ce matériel militaire, suspect et sans valeur sur le plan de la défense, devait servir les intérêts de l'impérialisme en Libye.

Enfin, le gouvernement et le conseil de la Révolution ont annoncé leur intention de ne pas renouveler les accords militaires avec les Etats Unis et la Grande Bretagne. Ils ont demandé officiellement à ces deux pays l'ouverture de négociations en vue de réclamer l'évacuation totale de leur base se trouvant en Républiques arabes Libyennes. Toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes dans le Maghreb, dans les pays arabes et

dans le monde soutiennent ces exigences légitimes des forces patriotiques libyennes.

L'avènement de la République arabe libyenne et l'abolition de la monarchie rétrograde des Senoussis par les forces patriotiques libyennes vont permettre aux nouveaux dirigeants progressistes et anti-impérialistes du gouvernement libyen de prendre des mesures susceptibles de favoriser le développement de la libye et de répondre aux exigences des masses populaires. Nous venons de citer les mesures déjà prises dans ce sens. D'autre part, le nouveau régime libyen vient renforcer les régimes progressistes et anti-impérialistes d'Egypte , du Soudan de l'Algérie, de Syrie, de l'Irak et du Sud-Yemen.

C'est pourquoi toutes les forces progressistes du Maghreb se doivent de soutenir et de défendre la jeune République arabe Lybienne.

Assurés du soutien du peuple libyen et des peuples arabes, les dirigeants libyens sont aussi soutenus par les pays socialistes et par tous les révolutionnaires du monde entier.

NOTES :

(1) La revue patronale française "Entreprise" du 28.6.69 analysant à sa manière la s tuation en Afrique notait : "Les Etats Unis commencent à s'inquiéter de cette situation. Richard Nixon a invité Haïlé Selassié, l'empereur d'Ethiopie à Washington. Il a nommé David Newson, le secrétaire adjoint aux Affaires Africaines, comme Ambassadeur en Libye ; il vient de désigner M. Blatchford à la direction du "Peace Corps" au Kenya avec mission d'étudier les possibilités de recrutement d'agents appelés à opérer dans le pays même, afin de contrarier la pénétration russo-chinoise". (Il n'est point nécessaire de démontrer la fausseté de la manoeuvre qui consiste à dénigrer les acquis des peuples et de les présenter comme une machination communiste.

(2) Il n'est point dans notre intention, dans cet article de faire une analyse politique économique et sociale, ceci sera fait prochainement dans une publication de l'A.E.M.N.A.

(3) "Al-Ahram" du 5.9.69 a publié le texte du plan Radford du 27.7.64, ce plan permet avec la caution du roi, aux Anglais en liaison avec les Américains d'intervenir si le régime est menacé.

ENTIERE SOLIDARITE
AVEC LA LUTTE ARMEE
DU PEUPLE PALESTINIEN ET DES PEUPLES ARABES
DES TERRITOIRES OCCUPES

==========

Au cours de ces derniers jours, la lutte du peuple palestinien a connu un développement considérable et merite notre admiration.

Tous les observateurs reconnaissent les progrès réalisés par la lutte armée du peuple palestinien ; l'opération menée le 12 novembre 69 contre le camp militaire israélien "Al Khatib", le plus grand camp de la vallée Nord du Jourdain, est une illustration des succès remportés par les résistants palestiniens.

D'autre part, les manifestations d'hostilité à l'occupation israélienne sont de plus en plus fréquentes et revêtent des formes diverses : harcèlement de l'armée d'occupation par des lancements de grenades, des manifestations de femmes et d'écoliers, de grèves de commerçants. Tout cela prouve aux yeux de l'opinion publique le refus des populations arabes d'accepter l'occupation israélienne, et conduira inéluctablement les peuples arabes dans les territoires occupés, à continuer la lutte jusqu'à la libération de leur patrie de l'emprise impérialo-sioniste.

L'action des fédayins répond ainsi à l'aspiration profonde du peuple palestinien et des peuples arabes des territoires occupés qui luttent pour la libération de leur territoire de l'occupation sioniste. C'est pourquoi, de l'aveu même de Dayan, les fédayins trouvent un appui au sein même de la population :

"Les terroristes ont récemment bénéficié de l'aide d'une partie de résidents de GAZA du Mont Hermon et d'autres endroits" DAYAN.

Par ailleurs, Golda Meir reconnait que la résistance palestinienne gagne du terrain, lorsqu'elle déclare à la presse :

"Si nous sommes confrontés journellement, presque heure par heure, à des actes de terrorisme, il ne peut y avoir d'autre choix que l'application de mesures préventives et punitives."

Notre association salue les progrès réalisés par la résistance palestinienne, apportant ainsi un démenti à la propagande sioniste et à la propagande de tous les ennemis du peuple palestinien.

En effet, les sionistes, les impérialistes et les réactionnaires entretiennent une campagne visant à déformer et à dénaturer le juste combat du peuple palestinien, le qualifiant de "terrorisme" et affirmant que les fédayins sont des éléments isolés. Cependant l'ampleur prise par la lutte du peuple palestinien et le développement de la lutte armée ont démenti de telles allégations.

Il est à noter aussi que les obstacles dressés devant la résistance palestinienne, ne trouvent pas seulement leur expression dans la campagne d'envergure destinée à tromper l'opinion publique internationale, ils prennent d'autres formes ; nous citons, à ce propos, les attaques de l'armée libanaise contre les fédayins stationnés au Liban, attaques survenues à la suite des encouragements de l'impérialisme américain. Une telle action ne peut qu'affaiblir le mouvement de libération de la Palestine et réjouir l'impérialisme et le sionisme.

Les peuples arabes ont dénoncé ce crime odieux commis par la réaction libanaise. Leur protestation impose un recul aux forces réactionnaires libanaises, puisque les fédayins palestiniens bénéficient d'une liberté d'action à l'intérieur du territoire libanais.

L'assistance de l'impérialisme américain à la réaction libanaise, en vue de dresser des obstacles devant la résistance palestinienne, n'est pas non plus la seule forme d'opposition de l'impérialisme américain aux intérêts légitimes des peuples arabes. Nous savons que l'impérialisme américain continue à aider et à soutenir la politique agressive et expansionniste israélienne :

- soutien diplomatique manifesté par l'appui aux thèses sionistes devant le conseil de sécurité et les instances internationales,
- soutien militaire caractérisé par la livraison à Israel de Phantoms et de matériel de guerre.

A cela s'ajoute la possibilité accordée aux citoyens américains de servir dans l'armée israélienne sans perdre leur nationalité.

Seule, l'union de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes est capable de dénoncer et de déjouer ces manoeuvres impérialo-sionistes tramées contre le mouvement de libération nationale.

Notre association se réjouit du fait que le Conseil de la défense arabe ait dénoncé les manoeuvres de l'impérialisme américain, dans sa déclaration du 11 novembre 1969 :

"L'Amérique, affirme cette déclaration, se dresse ouvertement contre les aspirations des nations arabes à la liberté et au progrès, surtout depuis que les Etats-Unis ont décidé qu'ils continueraient à fournir à Israel des armes et des avions, soutenant ainsi l'agression israélienne contre les nations arabes. Le Conseil condamne donc leur attitude

agressive et appelle à la conscience universelle pour qu'elle s'y oppose par tous les moyens."

L'organisation de résistance palestinienne "Fath", par la bouche de son Président "Yassir Arafat", a dénoncé aussi l'attitude de l'impérialisme américain hostile aux peuples arabes : "l'impérialisme américain est derrière toutes les actions contre la nation arabe."

Notre association continuera à dénoncer et à combattre tous ceux qui, de près ou de loin, veulent porter atteinte à la résistance palestinienne et à la juste cause des peuples arabes des territoires occupés. Notre devoir -comme celui de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes du monde arabe- est de combattre la propagande des ennemis du peuple palestinien, en expliquant la justesse de sa cause. Nous sommes sûrs que l'opinion démocratique internationale finira par comprendre et par soutenir massivement la cause du peuple palestinien.

D'autre part, à mesure que la résistance palestinienne gagne du terrain, elle entraine inéluctablement l'admiration et le soutien de couches de plus en plus larges de l'opinion démocratique internationale. Nous pensons que les organisations palestiniennes sont capables d'organiser leur propre lutte et que l'issue de ce combat sera certainement le triomphe de la cause palestinienne.

L'attitude de toutes les forces nationales arabes, vis à vis de la lutte du peuple palestinien, ne peut se manifester que par un soutien concret sous toutes les formes à cette juste lutte ; nous pensons exprimer l'opinion des larges masses arabes en appelant le sommet arabe de Rabat à apporter un soutien matériel et moral au peuple palestinien et aux peuples arabes des territoires occupés, qui font face quotidiennement à l'agression sioniste.

Nous venons de réaffirmer que les organisations palestiniennes sont capables de mener la lutte du peuple palestinien.

Nous pensons que les autres peuples arabes sont capables aussi de mener la lutte et de choisir les voies qui mènent à la victoire, à savoir la libération des territoires occupés d'Egypte, de Jordanie et de Sirye.

Il est aussi évident que tous ces peuples luttent avec le peuple palestinien, contre le même ennemi ; l'Etat d'Israel et ses protecteurs, pour une même cause : la libération de leur territoire. Peut-on, alors, imaginer qu'ils peuvent avoir des intérêts contradictoires ?

Nous pensons que la lutte des peuples arabes d'Egypte, de Jordanie, de Palestine et de Syrie fait partie du mouvement de libération nationale dans le monde ; chaque victoire remportée par un peuple arabe n'est qu'un renforcement

du mouvement de libération nationale arabe et par là même, de la lutte palestinienne. C'est pourquoi notre association a toujours soutenu les démarches de la R. A. U. en vue de libérer les territoires occupés d'Egypte. La libération de n'importe quel territoire arabe occupé par des moyens militaires ou par d'autres moyens constituerait un échec pour les impérialo-sionistes et une victoire pour tous les peuples arabes.

Notre association est convaincue de l'issue victorienne de la lutte des peuples arabes d'Egypte, de Jordanie, de Palestine et de Syrie. Elle usera de tous les moyens dont elle dispose et de son rayonnement international, pour continuer à expliquer à l'opinion démocratique et anti-impérialiste internationale la justesse de la lutte des peuples arabes.

Forts de la justesse de leur cause du soutien de tous les peuples arabes des pays socialistes, le peuple Palestinien et les peuples arabes des territoires occupés continueront leur combat jusqu'à la libération de la Palestine et des territoires arabes occupés.

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

"PARIS JOUR" A LA RESCOUSSE

Curieusement, au moment où l'attitude des occupants israéliens suscite jusque dans l'éditorial du "Herald Tribune" la comparaison avec "une occupation de type nazi", au moment où des journaux britanniques -peu suspects également de sympathie pro-arabes- "Times" et "Sunday Times" se font l'écho de témoignages sur la terreur en Cisjordanie et à Gaza, l'éditorialiste de "Paris-jour", Bernard Lefort vole au secours de Dayan. Inversant les rôles, il décrit l'occupant "menacé d'être exterminé par ses voisins" pour mieux exiger la levée des mesures françaises sur l'embargo dont Israel aurait été "la seule victime".

Au delà de cette campagne de la grande presse destinée à redorer le blason d'Israel, Bernard Lefort oublie, volontairement qu'un million et demi de palestiniens ont été chassés de leur patrie et que des populations arabes des territoires occupés connaîssent un régime aussi atroce et aussi inhumain que l'occupation nazie !

OU EN EST L'EVOLUTION ACTUELLE DE LA SITUATION AU VIETNAM

==========

Depuis la mort du Président Ho Chi Minh, mort qui a été ressentie tant au nord qu'au sud-Vietnam et par l'ensemble du monde progressiste, l'évolution actuelle de la situation au Vietnam revêt plusieurs formes.

En effet, depuis déjà bien longtemps, on assiste à diverses manoeuvres de l'impérialisme américain, et ces manoeuvres tendent à se développer d'autant plus que la situation sur le terrain devient plus aigue pour les américano-fantoches. Sur le plan de l'information, une certaine propagande , émanant bien sûr du Pentagone et entretenue par certains quotidiens de droite, tente de faire croire à l'opinion mondiale, et surtout à l'opinion publique américaine, à une régression de la lutte que mène le peuple vietnamien, voire même d'un essoufflement des forces de libération, dû à l'indifférence de la population vietnamienne lasse de tant d'années de guerre.

Les derniers développements de la lutte du peuple vietnamien viennent d'apporter un démenti cinglant à cette perfide propagande : trois bases de "bérets verts", armée d'élite des U.S.A., viennent d'être démantelées, pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres.

Sur le plan diplomatique, c'est un véritable discours de guerre que vient de prononcer Nixon.

En essayant de faire croire à ses bonnes intentions face à "l'intransigeance de l'adversaire", Nixon, loin d'apporter une solution au problème vietnamien, entend poursuivre la politique de ses prédécesseurs, c'est-à-dire poursuivre la guerre et l'intensifier, en un mot la vietnamiser.

La vietnamiser, est-ce à dire qu'il veut faire combattre des Vietnamiens par des Vietnamiens, pour les intérêts égoïstes des monopoles ?

C'est donc ça le but du retrait au compte gouttes des troupes américaines, suivi d'une propagande sans précédent à travers la presse, c'est prolonger la guerre indéfiniment et empêcher la conférence de Paris d'aboutir à un règlement correct du problème vietnamien.

D'ailleurs, on se demande si la récente démission de Cabot Lodge n'est pas une nouvelle manoeuvre tendant à faire ralentir et à diminuer la portée de la conférence de Paris, dans le but d'aboutir à une impasse et à cette occasion intensifier la guerre d'agression.

Mais il devient de plus en plus évident que cette politique criminelle est en pleine faillite.

Les forces d'occupation loin de remporter des succès, malgré les moyens puissants mis en oeuvre, présentent des signes visibles de décomposition. Ces signes se sont traduits et se traduisent encore par des massacres auxquels les forces américaines ont recours, pour justifier leurs pertes, sur les populations laborieuses du Sud-Vietnam.

A cet effet, les agresseurs U.S. sont en butte de plus en plus à l'isolement dans le monde.

La politique de l'Administration Nixon se heurte même aux Etats Unis, à une opposition qui n'est plus celle d'une minorité courageuse, mais le rassemblement de milliers d'hommes et de femmes : "la grande masse silencieuse", comme la nomme Nixon, à laquelle d'ailleurs il s'est adressé en des termes de nationalisme exacerbé, digne de l'époque révolue du nazisme.

A ce propos, la journée internationale du 15 novembre 1969 a été marquée dans le monde par de puissantes manifestations contre la guerre d'agression menée au Vietnam.

Aux Etats Unis, des centaines de milliers d'hommes et de femmes ont exigé la cessation de la guerre. Ainsi, le peuple américain a désavoué la politique d'agression de l'administration Nixon, en manifestant son opposition à celle-ci.

Ces manifestations des forces pacifiques américaines ne peuvent qu'encourager et renforcer la solidarité de l'ensemble du monde progressiste et anti-impérialiste à la lutte du peuple Vietnamien, et pour le retrait inconditionnel des troupes des U.S.A. et de leurs sattelites.

La lutte que mène le peuple Vietnamien contre l'impérialisme le plus puissant au monde et le plus agressif est un combat capital pour toute l'humanité progressiste, pour tous les peuples opprimés, et enfin, pour le mouvement de libération nationale dans le monde.

Car la lutte du peuple Vietnamien est la lutte de tous les peuples opprimés, et la victoire finale qu'il remportera inévitablement sera la victoire de tous les peuples du monde.

Pour cela, la nécessité d'un vaste front anti-impérialiste mondial est plus que nécessaire, lui seul peut affaiblir les positions de l'impérialisme là où elles existent et là où elles sont bien implantées, à commencer par nos propres pays où le plus sûr allié de l'impérialisme reste la réaction locale.

Voilà pourquoi l'intérêt des progressistes et des anti-impérialistes se trouve tourné vers l'évolution actuelle de la situation au Vietnam. Car n'a-t-on pas vu récemment au cours d'un diner d'une association sioniste américaine, un porte parole du Pentagone déclarer : "une victoire des

communistes Vietnamiens ne ferait qu'encourager les terroristes arabes dans leurs actes".

Il oublie seulement, fort justement, que cette victoire marquera le début de la fin de l'ère impérialiste dans le monde et ouvrira de nouvelles perspectives meilleures pour l'humanité progressiste.

Et c'est pour cela justement aussi que le gouvernement de la R. D. V. N. déclarait le 6 novembre dernier :

"Pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social, les peuples du monde renforceront certainement leur solidarité avec le peuple Vietnamien, et lutteront de concert pour mettre en échec la politique d'agression et le néo-colonialisme de l'administration Nixon".

Les étudiants maghrébins assurent le peuple Vietnamien de leur entière solidarité dans la lutte qu'il mène contre l'impérialisme américain pour l'indépendance nationale du Vietnam.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

D E R N I E R E S N O U V E L L E S

28 Novembre 1969

Le Général Nemeri a indiqué que les Présidents d'Egypte, de Libye et lui-même avaient convenu de réunir un "petit sommet" pour l'application des accords conclus entre eux dans les domaines militaire, économique et culturel.

Notre association se réjouit du fait que ces trois pays progressistes et foncièrement anti-impérialistes se concertent en vue de renforcer leurs relations dans les domaines économique, culturel et militaire. Nous pensons que ces échanges contribuent directement au renforcement du mouvement de libération nationale dans le monde arabe, et permettent objectivement aux forces progressistes et anti-impérialistes arabes de déjouer les manoeuvres de l'impérialisme, du sionisme et de leur allié, la réaction arabe.

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

28 Novembre 1969

La Libye a offert au Soudan un prêt de 7.250.000 Livres au comptant et a promis d'autres prêts après l'élaboration de son nouveau budget. Cette action, d'ailleurs tout à fait normale, présente pour les étudiants maghrébins et pour tous les progressistes du monde arabe, un intérêt primordial : En effet, contrairement à l'attitude de l'ancien régime royaliste dont les hommes ne cherchaient qu'à accumuler l'argent du peuple libyen dans des banques européennes, le nouveau régime progressiste de la République Arabe Libyenne s'est attaché à utiliser les richesses nationales Libyennes dans des projets, afin de pouvoir satisfaire les exigences des masses populaires de Libye, et n'a pas hésité, d'autre part, à venir en aide à un autre régime progressiste arabe qui a besoin d'aide pour réaliser, lui-aussi, des projets de développement au profit des masses populaires soudanaises. Nous souhaitons que ces genres de relations s'étendent à d'autres régimes progressistes arabes afin de répondre aux aspirations des peuples arabes".

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

A PROPOS DU LIVRE
"LE TEMPS DES LEOPARDS"
de YVES COURIERE sur la guerre d'Algérie

==========

Ce livre, ainsi que les "fils de la Toussaint" continuent d'être recommandés au public par la presse bourgeoise, comme étant des livres d'histoire objective, écrits "sans passion, sans esprit partisan, disant vrai et ne blessant personne".

Ce livre, écrit sous une forme romancée avec habileté, laissant au lecteur l'impression de vivre la guerre d'Algérie, est loin d'être objectif. Il porte surtout sur les évènements d'Algérie se passant entre 1955 et 1957, notamment sur l'offensive générale à travers l'Algérie d'août 1955 et la Bataille d'Alger.

L'auteur, tout au long du récit, se complait surtout à décrire dans des dialogues purement imaginaires, telle ou telle situation, à brosser des tableaux vivants de personnes ayant joué un rôle dans la guerre d'Algérie, à se baser sur des chiffres fournis par l'armée colonialiste de l'époque etc....

On note aussi beaucoup de passages relevant plutôt de l'anecdote que de l'histoire, comme par exemple "Bittat, qui est impressionné par Yacef Saadi roulant des mécaniques, se savant beau garçon, aimant le football etc..." pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres.

Ainsi, d'après l'auteur, voilà les critères militants sur lesquels on se basait pour faire le recrutement de cadres..

Ces anecdotes s'accompagnent souvent de la sympathie ou de l'antipathie que manifeste l'auteur envers telle ou telle personne ayant joué un rôle dans le F L N.

Ainsi, parmi les premiers, certains sont décrits comme beaux, courageux et cruels ressemblant aux officiers parachutistes... Il est d'ailleurs curieux que de telles personnes, dont l'auteur exagère le rôle dans la lutte de libération nationale du peuple algérien, soient aujourd'hui dans les rangs de la contre révolution et représentent les plus sûrs espoirs de l'impérialisme en Algérie.

Autre fait d'une importance capitale dont l'auteur semble oublier la portée dans toute lutte de libération nationale, c'est l'absence du peuple Algérien(1) tout au long du récit, et l'apport capital de celui-ci sur l'évolution de la situation en Algérie.

L'auteur ne se basant d'ailleurs, sur aucune analyse sérieuse des forces politiques et sociales en présence et de leurs motivations dans le conflit, ramène le problème de la lutte de libération nationale du peuple Algérien à des actions de groupuscules sans attaches aucunes avec le peuple ; ceux-ci entrainant cependant les représailles des forces colonialistes et plongeant le peuple dans la terreur vis à vis et du F L N et des forces colonialistes.

Ceci dénote bien la négation par l'auteur de l'évolution du peuple Algérien durant les années précédant la lutte de libération, et aussi son manque de compréhension historique face aux évènements qui se sont succédés dans le monde.

Ainsi, la lutte de libération nationale est l'oeuvre de six hommes, les motivations de tel ou tel homme du peuple à gagner les rangs du F L N ne sont que des motivations personnelles contre tel ou tel personnage colonialiste ayant refusé de satisfaire les exigences égoïstes de celui-ci etc...

Et les exemples ne manquent pas, ils citent parmi eux les plus glorieux martyrs : Ben Boulaïd par exemple.

Yves Courière se réfère beaucoup, dans son récit, à la presse colonialiste de l'époque, passant manifestement sous silence, le rôle qu'à joué dans la prise de conscience du peuple Algérien : le quotidien "Alger Républicain" dans les années précédant le déclenchement de la lutte de libération nationale.

En plus de cela, l'auteur met beaucoup en relief, en l'exagérant, le rôle de telle ou telle personalité française, bien connue aujourd'hui dans le milieu de l'extrême droite française et de la défunte OAS. Cependant, il n'a pas un seul mot pour souligner la lutte qu'ont mené en France, les forces de progrès, il essaye plutôt de disculper au maximum certaines personnes de l'extrême droite.

Ainsi, Soustelle est présenté sous un angle humanitaire, venu en Algérie uniquement dans le but d'appliquer des réformes nécessaires et mettre de l'ordre, mais que l'action de la rébellion est venue contrecarer de peur de voir le peuple échapper à son contrôle. Un comble !

Lacoste, lui c'est l'homme d'action, qui veut bien sûr, lui-aussi, appliquer "les réformes nécessaires", mais après avoir maté la rébellion, et "offrir du travail et des ressources à la population indigène qui les mérite." (sic)

Ainsi, après la mort d'"Ali la pointe" et la fin de la bataille d'Alger en Octobre 1957 qui nécessitá la mobilisation de plus de 100 000 hommes de l'armée colonialiste uniquement pour la seule ville d'Alger, l'auteur termine le récit de son livre par ces phrases très explicites :

"Plus rien n'empêchait le ministre résidant (Lacoste) d'entreprendre l'application du plus grand, du plus prodigieux, du plus généreux plan de réformes qu'ait jamais prévu la France pour l'Algérie." On connait la suite...

Voilà, en effet, où se résume l'objectivité historique de ceux qui nous ont présenté ce livre.

Quant à nous, nous savons qui ont été et qui sont toujours les amis du peuple Algérien et du peuple maghrébin en général, ce ne sont certainement pas les quotidiens de la droite française qui ont vanté tant le mérite de ce livre "objectif et sans passion".

Cependant, il est toutefois regrettable qu'une personalité algérienne ayant eu un rôle dans la lutte du peuple Algérien, aujourd'hui dans l'opposition et se disant progressiste, ait cautionné le livre d'Yves Courière "Les Fils de la Toussaint", le présentant comme objectif, lui aussi.

Il aurait dû, à notre avis, ne pas s'empresser de manifester son ardeur et attendre la parution du second tome "le temps des Léopards" et y apporter un jugement beaucoup plus positif.

- Hassane -

(1) Le 8 mai 1945, des manifestations à travers tout le territoire algérien eurent lieu, exigeant l'indépendance de l'Algérie. Ces manifestations furent réprimées dans le sang, 45 000 Algériens tombèrent sous les balles colonialistes dans les départements de Setif et du Nord Constantinois.

La grève des dockers d'Alger qui refusaient d'embarquer du matériel de guerre à destination de l'Indochine, est un des faits dont l'auteur semble nier l'importance quant à l'évolution du peuple Algérien.

AUX COTES DE NOS FRERES OUVRIERS

+ Sous le titre "Combien de temps encore" l'"Humanité" du 1er août 1969 a publié le texte suivant :

"Pour la septième fois en deux mois, des individus ont lancé, jeudi, à 2h 30, une bouteille d'essence enflammée contre un local abritant des travailleurs algériens, 11 rue Duranton, à Paris. Et comme les autres fois, on a trouvé sur le trottoir un tract signé "S S - 88" et sur lequel était écrit : "C'est encore nous. Retournez dans votre pays, sales Arabes pourris. Heil Hitler !"

"Combien de temps encore, va durer cette affaire ? Combien faudra-t-il d'attentats de la sorte et attend-on qu'il y ait des victimes pour en finir avec cette bande de criminels odieux ? Et comme la réaction policière est plus rapide quand il s'agit d'arrêter des travailleurs immigrés luttant contre ceux qui les exploitent ! ! !

Les étudiants Nord-Africains condamnent énergiquement ces menées racistes des nostalgiques de l'O. A. S.. Ils exigent des représentations diplomatiques nord-africaines à Paris, une protection efficace des camarades ouvriers installés en France. Ils en appellent à tous les démocrates, à tous les hommes de bonne volonté pour qu'ils s'opposent à ces menées hystériques, et exigent l'arrestation de ces coupables.

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

+ Un bien curieux livre pour enfants vient de paraître "Le Petit David" ou "Israel raconté aux enfants" par Xavier Antomarchi et Jean Schoulmann (chez Julliard). Nos amis du "Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix" MRAP, ont envoyé aux éditeurs une lettre pour exprimer leur émotion. Ce livre pour enfants, écrit le MRAP, "outre qu'il donne des évènements historiques et contemporains une interprétation des plus contestables, s'emploie systématiquement à susciter le mépris, le sarcasme et la haine envers les peuples arabes, en même temps qu'il exalte un nationalisme puéril et agressif."

Le MRAP souligne en particulier le caractère "inadmissible" de certaines formules : "celles, par exemple, qui opposent au petit juif "malin" et victorieux, les Arabes,

"pas très courageux, mais méchants", cette dernière phrase étant illustrée d'un Arabe au couteau entre les dents, menaçant une école."

Il dénonce "l'ambiguité de la partie consacrée à la période nazie, qui peut amener les jeunes lecteurs à assimiler les Arabes aux hitlériens."

Enfin, le MRAP met en garde les familles, les enseignants, les associations compétentes contre le grave préjudice qui peut résulter, pour les enfants, de la lecture d'un tel livre."

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

+ "Le Monde" du 5 août 1969 a relaté le cas d'un millier de travailleurs nord-africains bloqués à Orly du fait que des agents de tourisme leur avaient vendu des billets sans réservation, allant même jusqu'à leur imposer une escale à Marseille parce que les commissions sont plus importantes que sur la vente d'un billet direct.

Après les avanies et "l'accueil spécial" qu'on réserve à ces frères à leur arrivée à Marseille, voilà maintenant que des agents de voyage véreux s'attaquent à eux !

On aimerait bien connaître, à cet égard, la réaction des compagnies nationales d'aviation qui sont restées étrangement muettes.

Il faudrait, en tout cas, pour le moins, que les dites compagnies retirent leur agrément à ces négriers d'un nouveau genre !

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

+ La dévaluation, décidée le 8 août par le Gouvernement Français, s'est abattue comme une catastrophe sur les trois millions de travailleurs immigrés travaillant en France.

En effet, la dévaluation, pour ces travailleurs, a une double conséquence :

- Ils subiront un abattement de 12,5 % sur l'argent qu'ils envoient à leur famille.

- Ils supporteront les hausses de prix au même titre que les salariés français.

Les répercussions risquent également de se faire sentir pour les allocations familiales ; or, en raison des

différences des prestations versées aux familles restées à l'étranger, les immigrés sont déjà pénalisés à ce titre de 58 millions de francs par an. La dévaluation va-t-elle accroître encore cette injustice ?

La C. G. T. a demandé que les travailleurs immigrés bénéficient d'un taux de change préférentiel, afin que leurs familles ne soient pas doublement frappées par les mesures.

Il y a en effet, des précédents : l'"Humanité" du 18 août 1969 rappelait qu'à la Libération, des taux de change préférentiels furent reconnus aux travailleurs immigrés ; le même journal rappelait que le Gouvernement a su trouver les moyens pour subventionner les produits agricoles du Marché Commun.

A la suite de la dévaluation, les travailleurs immigrés signèrent des pétitions à l'adresse de leurs ambassades respectives, afin que les gouvernements interessés contribuent à supporter les conséquences de la dévaluation pour les familles d'immigrés.

Il est intéressant de noter à ce sujet, que les assises nationales sur l'émigration, réunies en Tunisie à la mi-août, ne se soient pas préoccupées de ce problème fondamental, si l'on en croît le commentateur de radio Tunis, le 18 août . Tout ce que ce commentateur a trouvé à dire, consistait en l'éloge des cellules destouriennes à l'étranger, et à l'incitation des ouvriers à envoyer encore plus d'argent en Tunisie, sans souffler mot de la dévaluation en France. Ce qui, en l'occurence, était d'un cynisme odieux !

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

+ "Le Monde" et l'"Humanité" du 18 août 1969, ont publié une lettre de lecteur intitulée :"Algésiras : une aventure incroyable" et où il est fait état des sévices qu'impose la police franquiste, en particulier aux ouvriers marocains regagnant leur pays via l'Espagne.

L'ambassade du Maroc à Madrid ne semble pas se soucier de ces "peccadilles" et, à notre connaissance n'a pas élevé la moindre protestation auprès de Franco.

Supposez, maintenant qu'un touriste espagnol soit bousculé -simplement- dans un souk de Fès !

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

+ "La Marseillaise de l'Essonne" du 19 août 1969, a publié une enquête sur les 50.000 travailleurs immigrés qui veulent être "des hommes à part entière" (S. Benhaiem).

Concernant le logement, la "Marseillaise" note :

"Les milliers d'immigrés qui vivent et travaillent honnêtement dans notre département sont véritablement parqués dans ces ghettos que sont les bidonvilles ! Tels ceux de Massy, St Germain-les-Arpajon, Corbeil, Orsay, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont la honte du pouvoir et indignes d'un pays comme le nôtre.

Dans ces baraques construites avec les matériaux les plus hétéroclites (du bois provenant de caisses d'agrumes de vieux bidons dont on a fait des plaques de tôle auront servis à bâtir les murs et le toit, de vieux lits en fer viennent parfois renforcer ces édifices précaires).

Dans ces baraques dont les plus grandes font à peine 4m x 3m, vivent, ou plutôt survivent 7 à 8 personnes (Portugais et Algériens), pas d'eau, pas d'électricité, pas de gaz, ni W.C. L'hiver est très redouté... La maladie fait ici des ravages. Près d'un millier d'entre eux sont hospitalisés dans notre département. Ce chiffre même éloquent, ne doit pourtant pas faire illusion, car il ne reflète que très partiellement la triste réalité. En effet, c'est celui des travailleurs qui ne recourent à l'hospitalisation qu'en toute dernière extrémité, car beaucoup d'entre eux sont chefs de famille et, dans la crainte de perdre leur emploi en se faisant hospitaliser pour une durée indéterminée, préfèrent continuer à l'exercer. Le taux élevé d'hospitalisation et de mortalité sont intimement liés aux conditions scandaleuses d'habitat dont sont victimes ces travailleurs. Au bidonville, le risque de contagion est très grand, la prédisposition aux maladies est très élevée tandis que la possibilité de soins à domicile est, par contre très réduite, sinon pratiquement inexistante. Dès lors, la maladie trouve ici un terrain idéal et bon nombre de ces travailleurs sont de grands malades en sursis."

S. Benhaiem continue :" Devant la carence du gouvernement, les municipalités ouvrières de Massy, Corbeil, et Saint Germain apportent, dans la mesure de leurs possibilités, combien déjà restreintes, quelque soulagement à ces travailleurs surexploités..." et le journaliste poursuit :" Ces travailleurs -dont quelques rares attardés de "l'Algérie française" prétendent qu'ils viennent manger notre pain- se montrent combattifs dans les luttes revendicatives aux côtés des travailleurs français. Ainsi, en mai-juin à l'entreprise Doitteau, Gilardoni, Decauville à Corbeil, Bertrand Faure à Etampes, Bourygues à Viry, Montsouris à Massy etc... les travailleurs immigrés de ces entreprises n'ont pas hésité à cesser le travail aux côté des autres travailleurs pour l'obtention de meilleures conditions de travail et de salaires.

Avec celles du logement, de l'emploi et de l'alphabétisation (70 % d'entre eux sont analphabètes), leur principale revendication reste l'égalité en droits avec les autres travailleurs, et les libertés politiques et syndicales."

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

+ Le 3.12.69, un engin de faible puissance a explosé peu après minuit, devant la porte principale de la Mosquée de Paris. L'explosion a ébranlé les lourds battants de la porte et brisé les glaces d'une voiture stationnée devant la Mosquée.

+ Le lendemain, un engin incendiaire a été lancé, vers 1 h 30, contre un débit de boissons fréquenté par des frères algériens, 47 rue Sébastien Mercier (15e). La vitrine a été brisée et le feu s'est communiqué à une R 8 en stationnement.

Sur place, on a encore trouvé une affichette à caractère raciste.

Dans les deux cas, il n'y a pas de victimes !

Jusqu'à quand ces fauteurs de crimes vont-ils attaquer les édifices et bâtiments fréquentés par des ressortissants des pays arabes ?

Nous dénonçons ces attentats racistes et criminels et demandons que des mesures soient prises pour arrêter ces menées fascistes !

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

Le docteur ISMAIL SABRI ABDALLAH vient de publier à l'édition de Daar El Maaref, un livre intitulé :

FACE A ISRAEL

qui traite des problèmes posés devant la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes. La lecture de ce livre serait utile aux militants de notre association et à tous les progressistes arabes.

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

CULTURE

A PROPOS DU FESTIVAL D'ALGER

Le premier festival culturel panafricain aura duré 10 jours, du 21 juillet au 1er août 1969, dans une capitale maghrébine ALGER.

C'est la première fois qu'une entreprise d'une telle envergure est tentée à l'échelle de notre continent. C'est à KINSHASA, en 1965, lors de la tenue de la conférence de l'éducation et de la culture, que l'idée d'un festival panafricain est née. En septembre 1967, la décision de sa tenue est prise. En février 1968, l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) recommandait la candidature de l'Algérie et, 7 mois plus tard, en septembre, la décision de l'O.U.A. était entérinée.

A cette occasion, des milliers d'artistes africains, cinéastes, écrivains, danseurs, musiciens, hommes de théatre, se sont donné rendez-vous pour une communion de tous les modes d'expression par lesquels notre continent exprime son identité.

21 juillet..... défilé d'ouverture ; il durera plus de trois heures et témoigne de l'importance de cette manifestation culturelle. Toutes les délégations défilent de la place de la Grande Poste à l'ex Place du Gouvernement -où trônait le Duc d'Orléans- désormais appelée Place des Martyrs. Toute l'Afrique est présente, celle libérée qui se construit ou qui tente de se construire, et celle qui se forge dans la lutte de libération nationale, qui se bat toujours contre l'oppression coloniale et impérialiste en Angola, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Rhodésie du Sud ou ailleurs.

Au programme de ce festival : Ballets, récitals, expositions, cinéma, théatre, folklore... en peu de mots, tout ce qui caractérise les éléments culturels de notre continent. Les salles de spectacle (refaites à neuf), ouvraient leurs portes tous les soirs à un public nombreux, salles de spectacle, mais également places publiques et stades.

Peu de choses à dire des récitals nombreux, variés ; un des plus appréciés sera, sans conteste, celui de MIRIAM MAKEBA, découverte au public par le film "Come back Africa", et qu'il n'est guère besoin de présenter une fois de plus. NINA SIMONE, Lylia EWANDE, Oscar PETTERSON et d'autres artistes se sont également produits sur la scène de l'Atlas. Il est sans doute plus utile de s'arrêter sur Archie SHEPP, ce jazzman afroaméricain, chef de file du Free Jazz, cette Nouvelle Chose qui ressemble et rassemble les cris de colère et de révolte des ghettos noirs de Harlem ou de Watts.

Archie Shepp à Alger, c'est l'africain expatrié qui renoue avec sa terre d'origine. C'est en ces termes qu'il explique la musique :" Parce que je sais que mon peuple a un jour parlé avec les tambours, parce que le rythme est l'essence de la musique africaine (et au fait de toute musique vitale), je me suis servi des instruments à vent comme d'un support pour les percussions."

C'est pourquoi, dans cette salle de l'Atlas, il mèlera son Saxo Ténor aux instruments d'une troupe du Sud Algérien, à laquelle s'était joint le poète TED JONES. Merveilleuse expérience qu'il répetera plusieurs fois sur les places publiques dressées dans différents quartiers de la ville où se pressait une foule immense, difficile à contenir et qui a conféré à ce festival un caractère de manifestation populaire.

Les ballets nous révèleront l'admirable troupe de la Guinée (grand vainqueur du festival), la troupe tunisienne, celle du Liberia ainsi que les nombreuses troupes algériennes (notamment celles du Sud).

Dix jours de festivités, mais également 10 jours de travail :

- colloque sur le cinéma africain à la salle Ibn-Khaldoun
- Symposium sur la culture au palais des nations.

Cinéma tout d'abord. Parmi les cinéastes présents à Alger, signalons le cinéaste sénégalais Sembene Ousmane qui a présenté "Le mandat", "La Noire de", Borrom Saret", Desire Ecare "concerto pour un exil", Youcef Chahine "Salah Eddin" Rachedi "l'aube des damnés", les vent des Aurès (Lakdar-Hamina).

La production africaine dans son ensemble (hormis quelques individualités) est médiocre. Technique artisanale et surtout (et cela est plus grave), peu portée sur les problèmes sociaux des peuples africains, sur la situation actuelle des pays d'Afrique, parfois il s'agit purement et simplement d'une transposition de thèmes européens badigeonnés de noir (cas de "La femme au couteau" de l'ivoirien Timité Bassory).

Ce sont certains de ces problèmes qui ont été soulevés lors du colloque sur le cinéma africain. Quel doit être l'apport du cinéaste ? Son rôle ? Problèmes du contenu des oeuvres ainsi que l'absence presque totale d'une infrastructure industrielle et technique en Afrique, qui freine le développement de cet important moyen d'éducation et de culture.

Signalons que la plupart des films africains sont développés et montés en Europe et reviennent cher. C'est le cas des "actualités algériennes" qui dépensent des sommes énormes pour leurs films - même transportés par AIR ALGERIE.

Autre problème d'importance, le faible nombre de courts métrages et de documentaires d'une importance capitale dans toute politique cinématographique au service du développement (prix de revient bas, équipe de tournage plus réduite, impact sur les populations).

Enfin, nécessité de création d'une association panafricaine des cinéastes. Ce colloque aura été la première réunion des cinéastes qui se sont donné rendez-vous à ADDIS ABEBA d'où sortiront des résolutions importantes (nous le souhaitons).

Reste l'évènement capital, le symposium sur la culture qui a réuni pendant 10 jours, 36 délégations gouvernementales, 6 mouvements de libération ainsi que de nombreux africanistes.

Le débat engagé portait sur :

- Les réalités de la culture africaine,
- Le rôle de la culture africaine dans les luttes de libération nationale et dans la consolidation de l'unité africaine,
- Le rôle de la culture africaine dans le développement économique et social de l'Afrique.

Le premier aspect positif de ce symposium découle des thèmes discutés : Culture et Libération, Culture et développement.

Ce symposium aura été également l'occasion de critiquer et de dénoncer certaines conceptions de la culture inféodées et soutenues par certaines "élites" occidentales. Cependant, il pèche également par de nombreuses insuffisances. Cela tient au fait que la presque totalité des délégations étaient gouvernementales et que tous les régimes africains ne ressentent pas ou ne veulent pas ressentir la nécessité de la culture, ne lient pas le fait culturel aux problèmes socio-économiques qui le déterminent. Les résultats sont satisfaisants et les résolutions et propositions n'attendent plus que de voir le jour. C'est l'affaire de toute l'afrique, de l'O.U.A. l'affaire de tous les intellectuels et artistes, l'affaire de tous les progressistes africains.

Des travaux du symposium, est sorti un texte important : Le Manifeste Culturel Panafricain que nous soumettons à votre reflexion.

L E M A N I F E S T E C U L T U R E L
P A N A F R I C A I N

==========

I- REALITES DE LA CULTURE AFRICAINE

La culture a pour point de départ le peuple en tant que créateur de lui-même et transformateur de son milieu. La culture dans son sens le plus large et le plus total permet aux hommes d'ordonner leur vie.

Elle est non pas régnée, mais édifiée par le peuple. Elle est vision de l'homme et du monde, et par là, elle est systèmes de pensée, philosophies, sciences, croyances, arts et langues.

Elle est non pas régnée mais édifiée par sur lui-même et sur le monde pour le transformer, et par là, elle englobe le social, le politique, l'économique, le technique.

La culture est essentiellement dynamiqu e, c'est-à-dire à la fois enracinée dans le peuple et tournée vers l'avenir.

Il y a nécessité d'un retour aux sources de nos valeurs non pas pour nous y enfermer, mais plutôt pour opérer un inventaire critique afin d'éliminer les éléments devenus caducs et inhibiteurs, les éléments étrangers aberrants et aliénateursintroduits par le colonialisme, et retenir de cet inventaire les éléments encore valables, les actualiser et les enrichir de tous les acquis des révolutions scientifique, technique et sociale et les faire déboucher sur le moderne et l'universel.

Le colonialisme est un acte total

Le colonialisme est un mal que tous nos peuples ont subi et vécu, d'abord sous sa forme la plus destructrice la "traite négrière" qui a dévasté la quasi-totalité du continent africain, et sous sa forme la plus tangible et la plus insolente, la domination politique dont nous nous efforçons de triompher.

Mais son mécanisme est complexe et ne se résoud pas en une simple opération. Phénomène économique et social connu, le colonialisme est dans son essence comme dans son esprit, un acte total.

Pour continuer à s'exercer, il lui faut, tout en usant de la force et de la coercition, se justifier moralement et intellectuellement et étendre son emprise à tous les

domaines des activités humaines.

Pour exister en tant que tel, il doit ajouter à son hégémonie concrète et matérielle une emprise sociale et intellectuelle, et spécialement sur les classes dirigeantes sur lesquelles il s'appuie.

Il croit alors pouvoir impunément défier les hommes et nier leur essence même.

Les peuples africains ont cru, ont spontanément senti que la liberté s'identifiait au sentiment colonial, et que le bonheur et le progrès de nos peuples se construisaient autour de leur distinctive personnalité. Ils ont naturellement admis que liberté, nation, personnalité, sont essentiellement l'origine, le produit de la culture.

La culture est le ciment essentiel de tout groupe social : son moyen premier d'intercommunication et la prise sur le monde extérieur, son âme, sa réalisation et ses capacités aux changements.

Ainsi, la culture, c'est la totalité de l'outillage matériel et immatériel, oeuvres et ouvrages d'art, savoir et savoir-faire, langues, modes de pensée, comportements et expériences accumulées par le peuple dans son effort de libération pour dominer la nature et édifier une société toujours meilleure.

Une culture imposée a enfanté généralement un type d'intellectuel africain dépaysé au sein de ses réalités nationales du fait de sa dépersonnalisation et de son aliénation.

L'homme de culture africaine, l'artiste, l'intellectuel en général doit se situer dans son peuple et assumer les responsabilités particulièrement décisives qui sont les siennes. Son action doit insuffler la transformation radicale des esprits sans laquelle il est impossible au peuple d'avoir raison de son sous-développement économique et social. Le peuple doit être le premier bénéficiaire de ses richesses culturelles et économiques.

...Ce qui détermine notre africanité

"Mais la culture est la somme des expériences et des expressions concrètes liées à l'histoire des peuples. Il y a donc au regard de la culture pour ce qui nous concerne des expressions particulières, caractéristiques de chacune des grandes aires de civilisation. Mais des similitudes profondes et des aspirations communes déterminent notre africanité.

"L'africanité obéit à la loi d'une dialectique du particulier et du général, de la spécialité et de l'universalité, c'est-à-dire de la variété à la base et de l'unité au sommet.

"La culture africaine, l'art, la science quelle qu'en soit la diversité des expressions, ne reposent sur aucune différence d'essence. Ce ne sont que des expressions singulières d'une même universalité.

"Au-delà des similitudes et des convergences de formes de pensée, au-delà du fonds commun, l'africanité c'est aussi le destin partagé, la fraternité du combat libérateur et le même avenir à assumer de concert pour le maîtriser. L'africanité est faite de la double source de nos héritages communs et de notre développement historique, un certain nombre de problèmes liés à l'origine, à l'existence et au développement de notre culture méritent d'être examinés.

"La culture est un moyen dynamique d'édification de la nation au-dessus des divisions tribales ou ethniques de l'unité africaine, au-dessus de tout chauvinisme".

"La culture, création du peuple, peut être confisquée par une classe dominante. Or, la culture doit être la recherche permanente de la conscience créatrice du peuple. Pour cela, toute politique culturelle africaine doit être fondée sur la nécessité de permettre au peuple de s'informer, de s'éduquer, de se mobiliser, de s'organiser pour se rendre responsable de son héritage culturel et son développement.

"La conservation de la culture a sauvé les peuples africains des tentatives de faire d'eux des peuples sans âme et sans histoire. La culture les préserva. Il est bien évident qu'ils veulent désormais qu'elle leur serve à prendre le chemin du progrès et du développement, car la culture, cette création permanente et continue, si elle définit les personnalités, si elle relie les hommes entre eux, impulse aussi le progrès.

"Voilà pourquoi l'Afrique accorde tant de soins et de prix au recouvrement de son patrimoine culturel, à la défense de sa personnalité et à l'éclosion de nouvelles branches de sa culture.

"Il eut été commode pour certains, et confortable pour d'autres, qu'à l'indépendance politique nous ne mettions ni conditions ni prolongements : nous aurions pu nous contenter de cela et emprunter pensée, langage et art à ceux qui avaient eu la chance de poursuivre un développement interne harmonieux. Nous aurions pu aussi nous contenter d'un passé culturel folklorique, d'une "culture du pauvre", et renoncer finalement à notre vraie liberté, et à nos réelles indépendances.

"Mais les peuples colonisés n'ont jamais renoncé à leur identité profonde.

Revaloriser les langues nationales.

"La langue nationale joue en cela un rôle irremplaçable. Elle est le support, le véhicule de la culture, le garant de sa base populaire au stade de sa création et à celui de sa consommation.

"Notre souveraineté recouvrée, c'est un devoir essentiel et premier que de revaloriser nos langues nationales, celles héritées de nos pères, sans pour autant mettre en cause l'unité profonde de nos nations.

"La langue est un des instruments de la vie des peuples, à la dimension de leur génie.

"Evoluant avec eux, elle ne saurait leur être retirée sans les amputer, sans les blesser, sans les handicaper.

"Néanmoins, pour survivre et pour combattre, une partie de nos peuples a dû apprendre la langue de nos colonisateurs.

"Il n'y a pas de langue qui, au départ soit plus apte qu'une autre, à être le support de la science et du savoir. Une langue traduit et exprime ce que les hommes vivent et pensent. A partir du moment où notre développement fut interrompu, où nos cultures furent niées ou bafouées, et l'enseignement de nos langues souvent interdit, il est évident qu'il nous faut redoubler d'efforts pour faire des langues africaines des instruments efficaces de notre développement.

"L'analyse de nos réalités culturelles nous fait découvrir les éléments dynamiques de la vie des peuples dans leurs aspects tant spirituels que matériels. Parmi ces éléments qui constituent notre irréductible personnalité africaine, il convient de souligner ces valeurs qui sont parvenues jusqu'à nous malgré les vicissitudes de notre Histoire et les tentatives de dépersonnalisation du colonialisme. Il s'en dégage une éthique qui révèle chez nous un sens inné et profond de la solidarité, de l'hospitalité, de l'entraide, de la fraternité, le sentiment d'appartenir à une même Humanité.

"Dans nos langues africaines, ces valeurs, cette éthique, nous les retrouvons dans nos littératures orales ou écrites. Dans nos contes, dans nos légendes, dans nos dictons et nos proverbes qui sont les véhicules de la sagesse et de l'expérience vécues de nos peuples. Nos Cultures africaines porteuses de savoir et de spiritualité sont une source intarissable d'inspiration pour nos arts et pour nos lettres. Nos artistes pourront y puiser des thèmes dynamiques dans lesquels nos peuples se reconnaîtront.

"La connaissance de notre Histoire établira scientifiquement les fondements de notre Personnalité et par la-même, elle sera un facteur de progrès en nous permettant de prendre nos mesures et de sonder nos possibilités.

"Les modes d'organisation de la Société africaine sont pour nous des enseignements qui nous permettrons d'être nous-mêmes tout en accédant au monde moderne.

"L'ingéniosité de nos techniques démontre, s'il en était besoin, nos possibilités créatrices.

"Notre existence et notre présence culturelles s'attestent enfin par nos arts, nos peintures, nos sculptures, nos architectures, nos musiques, nos chants, nos danses, nos théâtres.

"Cette Culture, longtemps condamnée par le colonialisme à l'exotisme ou vouée à la solitude des musées, se veut aujourd'hui l'expression vivante du monde moderne. Ce monde dans lequel nous voulons prendre place, cet avenir que nous avons mission d'édifier, sont dominés par les problèmes du développement et du progrès.

"Nous réaffirmons que notre Culture serait inopérante si elle laissait en marge la science et la technologie contemporaines. Elle se veut donc un apport personnel et original au sein d'une seule et même permanence, d'une même dynamique de progrès et de révolution socialiste."

II- ROLE DE LA CULTURE AFRICAINE DANS LA LUTTE DE LIBERATION ET L'UNITE AFRICAINE.

"Il est du devoir des Etats africains de répondre à une colonisation totale par une lutte totale pour la libération.

"L'unité de l'Afrique trouve son fondement d'abord et surtout, dans l'Histoire. Sous la domination coloniale, les pays africains se sont trouvés dans la même situation politique, économique, sociale et culturelle. L'entreprise de domination sur le plan culturel a entraîné la dépersonnalisation d'une partie des peuples africains, falsifié leur Histoire, systématiquement dénigré et combattu les valeurs religieuses et morales, tenté de remplacer progressivement et officiellement leur langue par celle du colonisateur, afin de les dévitaliser et de leur enlever leur raison d'être.

"De ce fait, au niveau de la masse, la Culture africaine freinée dans son développement, a trouvé refuge dans sa langue, dans ses moeurs, chants, danses, croyances, etc, et malgré son amoindrissement, elle s'est révélée un rempart vital de résistance à l'intrusion coloniale et a témoigné ainsi de la pérennité de l'âme africaine.

"La colonisation a favorisé la formation d'une élite culturelle acquise à l'assimilation, ayant accédé à la Culture coloniale, la soutenant même et lui servant souvent de caution. Ainsi, une grave et profonde rupture s'est produite entre l'élite africaine et les masses populaires africaines.

"Seule l'adhésion aux concepts de liberté, d'indépendance, de nation, a permis de situer le conflit dans son contexte réel. Le dépassement de la dualité culturelle a été

possible avec les mouvements de libération, les guerres d'indépendance et l'opposition ferme et irréductible à l'asservissement colonial. Le combat de l'Afrique a fourni les cadres à la fois matériels et spirituels à l'intérieur desquels la culture africaine allait pouvoir s'épanouir prouvant ainsi l'interaction dialectique naturelle entre les luttes de libération nationale et la culture.

"Pour les pays africains qui se sont libérés ou pour ceux qui sont en conflit armé avec les puissances coloniales, la culture a été et demeure une arme de combat. Dans tous les cas, les luttes armées de libération ont été et sont par excellence, des actes culturels.

"L'expérience des mouvements de libération démontre que l'intégration des intellectuels aux masses populaires confère une plus grande authenticité à leurs oeuvres et dynamise par-là même la culture africaine.

"L'accession à l'indépendance véritable, comme les luttes armées en cours, ont permis une renaissance culturelle. Le combat libérateur, sous toutes ses formes, est apparu logiquement comme une constante de l'africanité culturelle. Celle-ci est une réalité essentiellement fondée sur les hommes issus d'une même terre, vivant sur le même continent voués inéluctablement de par le processus nécessaire de décolonisation à tous les niveaux et de libération globale, au même destin, malgré les particularités régionales ou nationales.

"Parce qu'elle est liée au même combat, parce qu'elle est facteur de libération nationale, continentale, parce qu'en définitive elle est le ressort premier et final de l'homme et que seule elle est susceptible de constituer le premier fonds de résistance aux menaces qui pèsent sur l'Afrique, cette africanité est dépassement du cadre national et régional.

Le front de la culture doit succéder au front de la résistance.

Les nécessités présentes de l'Afrique exigent de la part de l'artiste et de l'intellectuel un engagement ferme à l'égard des principes fondamentaux et des aspirations libératrices de l'homme africain. Ce nouvel acte culturel doit se situer au centre du nouveau combat pour l'authenticité et le développement des valeurs africaines.

"La politique culturelle du néo-colonialisme impose une critique objective et concrète de notre situation culturelle présente. L'analyse des aspects encore négatifs de cette situation a amené le néo-colonialisme a concevoir une forme d'action concertée nouvelle qui, si elle n'est plus violente, n'en est pas moins néfaste et dangereuse, parce que nuancée et insidieuse, pour le développement et l'avenir de la culture africaine.

"Les dangers qui menacent notre culture sont réels, qu'il s'agisse de la perpétuation des normes et des modèles étrangers sur les plans moral, spirituel, esthétique, philosophique, ou qu'il s'agisse de schémas de pensée dans le domaine des institutions et de la politique.

"Le front de la culture doit donc succéder au front de la résistance, car la culture reste la force vive essentielle de la nation, la sauvegarde de notre existence et l'ultime réserve de notre lutte.

"Ainsi, seule l'africanité pourra être le germe d'une résurrection et d'un nouveau départ pour un humanisme africain d'avant-garde, confronté avec les autres cultures : il trouvera sa place dans l'humanisme universel et en procédera. Nos artistes, écrivains et intellectuels doivent, s'ils veulent être au service de l'Afrique, s'en inspirer.

"L'indépendance totale est donc la condition première de l'épanouissement de la culture au service des masses populaires."

III- ROLE DE LA CULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE.

"Héritiers d'une civilisation millénaire, riches de potentialités économiques insoupçonnables, nous sommes prêts aujourd'hui à poursuivre dans le recouvrement total de nos personnalités, le combat qui nous mena à nos indépendances.

"L'affirmation de notre identité profonde et la gestion au profit de nos peuples, de nos richesses matérielles nous permettront de participer activement en partenaires libres et libérés à l'édification de la civilisation universelle.

"A la fois représentation d'un style de vie, d'une économie et de rapports sociaux déterminés à un moment donné de l'évolution humaine, la culture forme un tout avec la vie politique. Création permanente et continue, expression de la pérennité des peuples, la culture africaine entend bien ainsi se mettre au service de la libération de l'Afrique du colonialisme sous toutes ses formes, de toutes formes d'aliénation, tout comme au service de la promotion économique et sociale de ses peuples. Assurée et vécue par les masses, elle devient un élément moteur de développement économique et social et force de transformation du milieu.

"Une société, une culture peut rester elle-même, tout en accédant au développement économique, à condition de faire sa part au nécessaire.

"Or, faire sa place à la technique et à la science est nécessaire, comme à la rationalité économique, comme à la prévision et au temps. Et ceci parce qu'aucune culture n'est passivement opératoire. Pour mettre ses ressources au service du développement, elle a besoin de se vivifier, de s'actualiser

au contact de la technique qui tend à créer une civilisation universelle. Une société doit tout à la fois garder son essence, sous peine de se dissoudre, et son efficacité, sous peine de perdre tout moyen d'existence et d'autonomie. Elle persévère et s'adapte par un travail dialectique constant d'apport et de don entre la culture nationale et les valeurs universelles.

"Il est absolument nécessaire par ailleurs de veiller à la défense et la préservation de la personnalité et de la dignité africaines. Mais ce retour et cette référence constante aux sources vives de l'africanité doit se garder d'une expression complaisante et stérilisante du passé, mais bien au contraire impliquer un effort novateur, une adaptation de la culture africaine aux exigences modernes d'un développement économique et social harmonisé.

"Libérer la société africaine des conditions socio-culturelles qui entravent son développement, débarrasser la culture africaine des facteurs aliénateurs en l'intégrant en particulier dans une action de masse, tels sont les objectifs retenus.

"Pour développer des capacités opératoires, la culture africaine fidèle à son authenticité, doit se vivifier et s'actualiser au contact de la science et de la technique, car si la civilisation technicienne progresse par accumulation, la culture le fait par création et fidélité. Tous les moyens pour y tendre doivent être mis en oeuvre.

"Il s'agit pour l'Afrique de rattraper un retard, qui est d'abord culturel, ce qui suppose :

"A- Une conversion des mentalités vers le monde de l'objet, de la quantité, du rationalisme scientifique, le rôle de l'école peut être déterminant, bénéfique ou néfaste selon l'importance qu'on aura accordée aux disciplines techniques.

"B- L'action du pouvoir politique dans le sens d'une authentique révolution des esprits.

"C- L'effort collectif des membres de la communauté, ce qui n'est possible que si les citoyens assument réellement leur destin, dans un climat de liberté et de bonheur.

"Outre l'arabe qui depuis quelques années déjà est une langue de travail à l'OUA, il est souhaité que des études soient entreprises pour la promotion d'autres langues africaines de grande diffusion.

"Faire des langues africaines des langues écrites, et le véhicule de la pensée scientifique, assurer le libre accès de tous les enfants d'Afrique à l'enseignement, l'alphabétisation des adultes et à la promotion des femmes, voilà des tâches immédiates qui s'imposent à tous.

"Tout retard dans la refonte du système éducatif actuel a pour conséquence un retard dans la formation des cadres nationaux et justifie la poursuite de l'assistance technique et culturelle étrangère.

L'effort gigantesque de récupération du patrimoine culturel.

"Il faut sortir de ce cercle vicieux aussi rapidement que possible car le maintien prolongé de cette assistance risque de prendre la forme d'une domination à peine déguisée.

"Il faut, là où cela est possible, que cet enseignement soit donné dans la langue nationale.

"Ces valeurs nous permettront d'affronter, sans frustration ni aliénation, les transformations inévitables que devront subir nos sociétés dans le processus de développement. On utilisera celles qui sont capables de favoriser le progrès économique et de mobiliser les masses en suscitant en elles l'enthousiasme nécessaire aux grandes entreprises collectives.

"Dans cet effort gigantesque de récupération du patrimoine culturel de l'Afrique et d'adaptation aux exigences de la civilisation technicienne, l'artiste, le penseur, le savant, l'intellectuel ont un rôle qui est de contribuer dans le cadre d'une action de masse à faire ressortir et connaître la communauté d'inspiration et le fonds commun qui constituent l'Africanité.

"D'une manière plus générale, l'Afrique devra reprendre ses modes de connaissance, ses techniques, ses modes de communications et les actualiser aux fins d'en faire de puissants moyens de domination de la culture et du développement harmonisé de la société africaine.

"De même il nous appartient de nous éviter l'écueil de la recherche futile et formelle de la culture d'agrément, qui mène à l'isolement stérile et à un esthétisme décadent.

"Il convient, notamment, de s'efforcer, par des mesures systématiques et appropriées, d'enraciner davantage notre jeunesse dans les réalités culturelles africaines, afin qu'elle en comprenne les valeurs profondes, et pour mieux l'armer à résister à certaines manifestations culturelles démoralisatrices, tout en la préparant à s'intégrer à la masse de nos peuples.

"Ainsi donc, la culture africaine, fidèle à elle-même et puisant aux sources profondes de sa richesse et de son génie créateur, entend non seulement défendre sa personnalité et son authenticité, mais aussi se faire l'instrument au service des masses dans la libération de l'Afrique de toutes les formes d'aliénation, un instrument d'un développement économique et social harmonisé. Elle réalisera ainsi la promotion technico-industrielle de l'homme d'Afrique, mais aussi un humanisme vivant et fraternel, éloigné du racisme et de l'exploi-

tation de l'homme par l'homme.

"La culture, force décisive dans le développement économique et social, constitue pour nos peuples le plus sûr moyen de rattraper notre retard technique, donc économique, et la force la plus efficace de notre résistance victorieuse au chantage impérialiste.

"Dès lors, il devient nécessaire et urgent de libérer l'Afrique de l'analphabétisme, de promouvoir une formation permanente des masses dans tous les domaines, de développer en elles un esprit et une attitude scientifique, technique et critique, de rendre la culture populaire effectivement opératoire.

"Tous nos efforts doivent tendre vers une véritable révolution dans l'activité culturelle en Afrique.

"Le caractère populaire de notre culture doit induire une conception spécifique tant dans l'organisation scientifique et la rationalisation de nos activités productives, que dans le mode d'appropriation des moyens de production (terre, ressources naturelles, industrie, etc...) et le mode de répartition des produits.

"L'africanité doit se manifester d'une façon concrète et tangible dans la conjugaison de nos forces et de nos ressources naturelles nationales pour la promotion d'un développement économique et social culturel continental accéléré et harmonisé.